

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 40 (1154) 16 octobre 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

STOPPEZ l'opération oubliettes de la gendarmerie et de la Justice

Mobilisation générale



«Connerotte doit rester»

Dutroux-Nihoul : qui protège-t-on ?

Herwig Lerouge, Gerda Plas, Ivo Flachet

Pourquoi n'a-t-on toujours pas publié les noms des "clients" du réseau Dutroux ? Notre Gros Plan indique quelques pistes où il serait indispensable d'enquêter : la gendarmerie elle-même, les milieux d'affaires qui possèdent les moyens financiers...

Parce que le système capitaliste fait commerce de tout, même des enfants. Témoignages indignés aux portes du Palais après l'arrêt de la Cour de Cassation.

Et analyse du professeur Commers, de l'université de Gand : l'accumulation du capital repose sur la violence et la criminalité.

Publiez les listes !

Il est temps de mettre fin à un réseau d'horreurs vieux de 25 ans

Il y a un mois, Carine Russo, maman de Mélissa, exprimait sa crainte que l'enquête sur le réseau Dutroux s'arrête aux lampistes, si cruels soient-ils : «La Justice a procédé à quelques spectaculaires arrestations. Déjà, on entend dire que finalement le monde de la truanderie est un petit monde. Comme si tout était résolu... Je dis non, non et non ! On est loin d'avoir extirpé la racine du mal, et tant que nous n'en serons pas là, on ne pourra pas dire, après Julie et Mélissa, après An et Eefje, plus jamais ça !»

En effet. La racine du mal, ce sont les réseaux commerciaux de cet odieux trafic d'enfants-marchandises. Et ceux qui les protègent encore. La révolte populaire peut et doit faire sauter ces protections. La population défend Bourlet et Connerotte qui ont annoncé que, contrairement à d'autres, ils n'épargneront personne. Il est temps qu'ils tiennent leur promesse.

Personnalités de la Justice, des affaires et de la politique

Selon le quotidien *De Morgen*, la Justice de Neufchâteau «a reçu les preuves qu'un réseau de prostitu-

tion enfantine et d'atrocités est soigneusement organisé depuis 25 ans.

Les cerveaux ont réussi à maintenir une discrétion absolue

Récemment, des témoins ont cité des personnalités éminentes de la Justice, du monde des affaires et de la politique ayant tourné dans le réseau ces dernières années. Au sein du réseau, se commettaient des atrocités "difficiles à exprimer par des mots". Les participants proviennent en général de milieux aisés, ce que démontre l'importance des moyens financiers consacrés à protéger les activités du réseau. Les cerveaux ont réussi pendant des années à maintenir une discrétion quasi absolue. Très récemment, Neufchâteau a reçu de nouvelles cassettes d'un nouveau témoin provenant du milieu liégeois de la prostitution dans lequel Nihoul est également impliqué.» (1) Lequel Nihoul, personnage central du réseau Dutroux, aurait aussi commencé à parler du beau monde fréquentant ses partouzes de Namur et Bruxelles.

Selon *De Morgen*, Bourlet a rapporté ces faits nouveaux à la Cour de Cassation via le procureur

général de Liège et envoyé à ses supérieurs des rapports concernant de nouveaux témoignages importants, qui impliquent certaines personnalités. Mais *De Morgen* trouve «normal qu'on n'ait pas encore inculpé les personnes concernées, car il faut d'abord réunir suffisamment de preuves... Tant que ce stade n'est pas atteint, chacun bénéficie de la présomption d'innocence» (2).

Jamais la situation n'a été aussi favorable pour arracher la vérité

Le Parquet de Neufchâteau avait pris moins de précautions lors des perquisitions chez de petits truands ou des policiers de la base (Opération contre la PJ de Charleroi). Bourlet et Connerotte reculent-ils au moment où cela devient une affaire d'Etat ? Ou les empêche-t-on d'agir avec la même efficacité quand des personnalités sont impliquées ? Dans ce cas, qu'ils dénoncent les pressions dont ils sont l'objet ! Jamais la situation n'a été plus favorable. La population est prête à faire grève, à s'insurger pour les soutenir.

1. *De Morgen*, 11 octobre 1996.
2. *De Morgen*, 12 octobre 1996.



Le peuple exige la vérité !

Quelques tuyaux pour repérer les "intouchables"...

Marie France Botte vient de se faire agresser. Pour la faire taire. Elle avait dit dès le début : «L'enlèvement des fillettes, les violences sexuelles, la pornographie, le passage des frontières ne se gèrent pas en entreprise familiale. Pour qu'un réseau fonctionne, il faut... des consommateurs d'enfants protégés. Il faut des soutiens financiers et politiques... Dans tous les réseaux, il existe une liste de clients...» (1) «Les protections viennent de gens intouchables. Or, qui sont les véritables intouchables ? Quelques politiques d'accord, mais surtout les grandes pointures des milieux financiers avec leurs formidables réseaux de relations.» (2)

Voici quelques tuyaux pour repérer les intouchables. A la gendarmerie d'abord. La semaine passée,

un membre de l'état-major de la gendarmerie accusait de pédophilie un colonel en retraite et deux colonels d'active : «Ces gens sont puissants et surtout très bien informés, donc presque intouchables. Ils ont des moyens de pression.» (3) D'autre part, un lieutenant de gendarmerie, soupçonné pour infractions aux moeurs, a ouvert une boîte "spéciale" en Thaïlande.

Les réseaux existent depuis 25 ans. On pourrait rouvrir le dossier Pinon : partouzes et débauche de mineurs dans le Brabant Wallon vers 1979. Impliquant un juge, un ancien ministre, un ancien général de gendarmerie, un important promoteur immobilier et un personnage royal.

On pourrait aussi rouvrir le dossier Stamford, éditeur d'un catalogue

pour touristes sexuels dans le Sud-Est asiatique. Même ses avocats se sont étonnés de la légèreté des peines prononcées contre lui en 1993. Et qui étaient les "officiers supérieurs, diplomates et hommes politiques" à qui le pédophile sadique Ramaekers — condamné aux travaux forcés à perpétuité pour les viols de trois filles de moins de dix ans — a vendu des centaines de cassettes ? (4) Qui sont les diplomates, hommes politiques et riches clients dont parle Johnny de Mot, prêtre qui accueille de jeunes prostituées dans son asbl Adnon à Bruxelles ? «Il y a deux ans, il y a eu quatre meurtres dans ce quartier (de prostitution enfantine), déclare-t-il. Deux des victimes étaient des diplomates... Je trouve culottés les parlementaires se permettant de venir dans le

quartier embarquer des jeunes dans leur voiture avec plaque P. Et ils continuent à le faire. Ils se sentent donc maîtres de la situation.» (5)

Pourquoi a-t-on laissé en liberté provisoire le gendarme Edwig Huybrechts, arrêté en février 96 ? Il recrutait des enfants yougoslaves dans les quartiers pauvres de Bruxelles pour fournir des dizaines de clients.

Marie-Noëlle Bouzet, mère d'Elisabeth Brichet, rappelait une petite phrase prononcée il y a quelques années par le secrétaire particulier de Wathélet : «Oui, les réseaux de prostitution enfantine existent, mais on ne peut les infiltrer. Quand on touche à quelqu'un en Belgique, on touche à tout le monde.» (5)

Cela doit finir ! C'est pour cela que

Marie-Noëlle Bouzet a proposé la marche de dimanche prochain : «Nous voulons qu'on fasse toute la lumière sur ce qui se passe, même si cela doit faire très mal. Et ça fera très mal. Parce que nous avons l'impression qu'on va devoir faire tomber des tas de gens. On va nous invoquer la raison d'Etat. On va nous dire que nous mettons la démocratie en jeu pour retrouver les assassins de quelques enfants et que nous ferons le jeu de l'extrême droite. C'est si l'on ne fait pas la vérité sur ce qui vient de se passer qu'on risque des dérives d'extrême droite.» (5)

1. *La Dernière Heure*, 24 août 1996.
2. *Ciné Télé Revue*.
3. *Télémostique*, 3 octobre 1996.
4. *De Standaard* 26 août 1996.
5. *Humo* n°2922, p.36-37.
6. *La Libre Belgique*, 27 septembre 1996.



Ian Dolo (droite) et d'autres travailleurs de Match-Charleroi : «Il est temps de se réveiller face à ce gouvernement !»



L'indignation des simples gens.

Aux marches du palais : la colère du peuple !

Lundi, 17 heures. Un cordon de gendarmes barre l'entrée du palais. Mais 200 à 300 personnes, indignées, refusent de partir. Aux énormes portes de fer, restent accrochées de nombreux petits bouquets, une lettre "A Madame Liekendale", des messages d'espoir ou de désespoir... Sentiment unanime : il faut faire quelque chose ! Quelques réactions extrêmement spontanées...

Un animateur d'ATD Quart Monde : «C'est pas des ouvriers qui peuvent se permettre la pédophilie, seuls des riches ont les moyens ! Nous organisons une manifestation jeudi 17 h, place du jeu de balle à Bruxelles. Nous parlerons de ceci aussi.»

Salvo, chômeur Horeca : «Dans ce pays, on paie beaucoup trop de

taxes, mais on ne fait rien pour les chômeurs, les pensionnés. En Italie, Mane Pulite a démasqué plusieurs scandales. Parce que les gens se sont mobilisés à fond. La Justice savait dès le début qu'Agusta, c'était pourri, mais n'a rien voulu faire. Mendiez deux jours dans la rue, on vous embarque. Fumez un pétard, on vous embarque. Mais ces grands criminels, on n'y touche pas !»

Un prépensionné du secteur Banque est venu de Bornem. Pourquoi cache-t-on tant ? Il me répond par un geste de trois doigts palpant du fric. «Vous comprenez bien qu'aucun ouvrier ou employé ne saurait se payer de telles choses. C'est la première fois de ma vie que je viens à une manifestation. Ceci, ça va trop loin !»

Ian Dolo, délégué des travailleurs de Match-Charleroi, prend la parole : «Il ne reste qu'une alternative : le nombre, le peuple ! Si tous ces gens qui ont signé les pétitions se mobilisent maintenant, on l'aura la justice ! Le temps est aux actes ! Le temps est venu de faire autre chose que des signatures ! Il est temps de se réveiller face à un gouvernement qui prend des mesures antipopulaires contre les pensions, etc. Un gouvernement qui nous taxe et qui, en plus, tue nos enfants !»

Que les gens se regroupent ici tous les jours ! Aujourd'hui, je ne retourne pas chez moi. Je suis si indigné que j'entame une grève de la faim jusqu'à ce que la justice revoie sa position. Je lance un appel à la population pour rester

ici toujours plus nombreux. Le monde des travailleurs doit bouger. Et alors les intellectuels bougeront aussi !» Vifs applaudissements. Un homme déjà âgé crie : «Voilà l'homme qu'il nous faut, voilà quelqu'un qui devrait diriger le gouvernement, voilà notre Che Guevara !»

Bruno travaille aussi chez Match : «Nous sommes venus à quatre mais nous représentons les sentiments de beaucoup de gens là-bas. Il faudrait prendre l'argent dans les banques. Si demain, on retire tous son argent, ils ne savent pas tenir !» Claude, écrivain : «Je n'ai pas d'enfants, mais je me sens tout aussi concerné. Oui, il faut lancer un appel à tout le monde du travail.» Katia, interprète : «Der-

rière cette brutalité, c'est le même fascisme qu'il y a 50 ans.»

Sophie est venue de son boulot en entendant la radio : «Je croyais qu'ils n'oseraient pas. Ils osent tout ! Depuis vingt ans, c'est la première fois que je viens à une manifestation. C'est la première fois qu'on voit la société civile en mouvement. Pas des chapelles, mais quelque chose de viscéral : ça ne peut pas continuer, c'est impossible. A mon travail, tout le monde vient à la manifestation dimanche. C'est incroyable, cette décision de la Cour de Cassation. Pensez à tous les appels - même des partis - pour qu'ils ne désaisissent pas Connerotte. Quelle pression on a vue ! Pas demander la puissance de la pression dans l'autre sens, celle qu'on n'a pas vue !»

Le prof. Commers (Gand) : «L'affaire Dutroux a arraché les masques des nantis»

Le professeur Commers enseigne la philosophie morale à l'Université de Gand. Il participait récemment à un débat organisé par les étudiants du PTB-Gand. Voici des extraits de son intervention...

Obtenir en noir ce qu'on ne peut plus obtenir en blanc

«L'affaire Dutroux, comme on la dénomme, ne se limite pas à ce personnage. Elle a des ramifications dans la magistrature, les milieux ministériels et ceux des affaires. Les simples gens n'ont pas les moyens de déboursier deux cent à trois cent mille francs pour abuser d'un enfant. Pour cela, il faut posséder des capitaux. Nous n'avons pas d'illusions sur la classe des nantis. L'avantage de l'affaire Dutroux, c'est qu'elle a arraché le masque des milieux nantis.

La société capitaliste est caractérisée par la course aux bénéfices, la sauvegarde des taux de profit, même si ces termes ne sont plus à la mode aujourd'hui... Lorsqu'il n'est plus possible d'augmenter les bénéfices par des moyens réguliers, il faut recourir à d'autres moyens. L'affaire Dutroux n'est pas une affaire de pédophilie, mais une affaire de collusion entre les milieux criminels et les intérêts capitalistes au niveau mondial. Il s'agit ni plus ni moins d'obtenir en noir ce qu'on ne peut plus obtenir en blanc.

Il y a quelques années, le baron Empain, membre d'une des familles les plus riches de Belgique, reconnaissait devant un journaliste du magazine Humo que dans les années septante et quatre-vingts il existait une collusion entre le capital criminel, disons le secteur criminel du capitalisme, et le secteur propre. C'est là que se situe le noeud de la question. Le

capitalisme a toujours exploité les hommes, fait travailler les enfants, réprimé sauvagement les forces du travail qui résistent.»

Un prix Nobel d'économie écrit ouvertement que les pauvres n'ont qu'à vendre leurs enfants

«Depuis vingt à trente ans, nous sommes entrés dans une phase d'accélération, dans le capitalisme sauvage. Un certain nombre de personnes utilisent le principe du bénéfice de manière impitoyable, ce qui a conduit à une société duale, à l'origine de tous les problèmes que nous connaissons aujourd'hui. Cela s'accompagne d'une campagne idéologique. Dans les années septante, le prix Nobel d'économie a été décerné à Gary Becker, économiste ultrali-

béral de l'école de Chicago. Ses ouvrages plaident pour le commerce des enfants. Il se réfère évidemment aux pauvres qui n'ont pas les moyens de payer l'éducation de leurs enfants. Or, ces gens font des enfants. Ils n'ont qu'à les vendre, déclare-t-il sans ambiguës.»

Pourquoi la justice échoue-t-elle ?

«Ernest Mandel a indiqué que le capitalisme exploite nécessairement les gens d'une manière qui, au moins en principe, est inacceptable pour le système juridique, social et politique actuel. Le capitalisme est impossible sans magouilles, sans exploitation des enfants, des femmes, sans "accumulation primitive" (d'un capital de départ par la force - ndlr). Dans le domaine de la justice, nous sommes face à une énorme

concentration du pouvoir et à la formation d'une élite dirigeante à tous les niveaux. Un groupe d'élites se protégeant les uns les autres. C'est l'arrière-plan d'une collusion sans précédent d'intérêts et d'un mélange de capital blanc et noir...

Ces mécanismes se sont également installés au niveau de l'Etat. Et lorsqu'un premier ministre doit finalement reconnaître devant le parlement qu'il a peut-être trop mis l'accent sur la norme de Maastricht, il reconnaît d'une manière flagrante le vrai problème qui se cache derrière le problème juridique.

C'est là que réside le malaise juridique que nous connaissons aujourd'hui. Et ce n'est pas en critiquant uniquement l'appareil judiciaire que nous toucherons aux fondements de l'affaire Dutroux. Cette affaire est en fin de compte une affaire du capitalisme sordide.»

EDITORIAL

Mobilisation générale

Herwig Lerouge

Maintenant, ça suffit. Le désaisissement du juge Connerotte a poussé la haine contre la Justice à son comble. Tout ce que les travailleurs ont expérimenté depuis des années avec cette justice de classe fait surface. La population n'a plus confiance, ni dans le parlement, ni dans les services de police et surtout dans la gendarmerie, ni dans la Justice.

Nous avons vu une gendarmerie qui savait depuis 1993 que Dutroux s'engageait dans l'enlèvement et la torture d'enfants. Elle a gardé ses informations pour elle dans le but de discréditer la police judiciaire et de mettre la main sur les enquêtes sur les disparitions d'enfants. Nous avons entendu l'adjudant Van Keer se vanter que la gendarmerie possédait des dossiers sur des délits de magistrats, mais qu'il se les gardait à des fins de chantage. Nous avons entendu un officier de l'état-major de cette gendarmerie affirmer que ses chefs ont détruit tous les documents qui prouvent leur sabotage criminel. Il nous a dit que ses supérieurs dissimulent leurs fichiers illégaux lors des visites du Comité de contrôle des polices. Il a dit que dénoncer les agissements de la gendarmerie, c'est défendre la démocratie.

Nous avons vu une Justice qui ne bouge pas pour les enlèvements d'enfants du peuple, mais qui se mobilise à fond pour un enfant de milliardaire. Nous voyons cette même Justice mettre tout en oeuvre pour saboter l'enquête aujourd'hui. Tout comme elle avait, avec la gendarmerie et le gouvernement de l'époque, enterré l'enquête sur les tueurs du Brabant wallon en transférant le dossier d'un juge à l'autre. Nous avons entendu un dirigeant du Comité Supérieur de Contrôle affirmer que les partis empêchent par tous les moyens son service de dévoiler la corruption, les malversations dans les partis bourgeois et les ministères. Nous entendons certains dire qu'on peut quand même encore faire confiance au parlement. Ce parlement vient de céder ses pouvoirs au gouvernement pour qu'il vote un nouveau budget contre les travailleurs. Ce parlement a fait semblant d'enquêter sur les tueries du Brabant, pour n'aboutir à rien sauf au renforcement de la gendarmerie, impliquée jusqu'au cou dans les tueries.

Le mouvement autour des enfants disparus fait trembler le gouvernement et tout l'appareil politique. Il ne faut faire aucunement confiance à aucune institution de cet Etat. Nous avons vu son vrai visage : une dictature corrompue au service du capital.

Déjà on entend des ministres dire que l'essentiel est sauvé, que les enquêtes pourront continuer à Neufchâteau. Evidemment, il n'en est rien. Les enquêtes n'iront jusqu'au bout que si la pression populaire continue. La vérité n'éclatera que si nous restons mobilisés. La mobilisation générale pour un programme de démocratisation radicale, voilà le mot d'ordre du moment.



Deux mille personnes s'étaient spontanément rassemblées sur les marches du Palais de Justice lundi, en attendant le verdict de la Cour de Cassation. Tout les griefs des travailleurs contre la justice de classe font surface.

Non à l'opération oubliettes

Le PTB appelle à se battre pour le programme suivant

- **Nous voulons** que l'enquête sur la disparition des enfants soit menée jusqu'au bout. Nous voulons la publication des noms des clients et des protecteurs de Dutroux et Nihoul. L'enquête sur les enfants disparus n'a pas été prise au sérieux depuis le début par la Justice et elle a été sabotée par la gendarmerie. Le désaisissement de Connerotte continue ce sabotage. Dans l'affaire du Brabant Wallon, le transfert du dossier à un autre juge a conduit à la paralysie pendant 26 mois et à l'enterrement final du

dossier.

- **Nous voulons** une enquête publique extraparlamentaire sur le sabotage de l'enquête par l'état-major de la gendarmerie et les négligences criminelles de la Justice. On ne peut faire confiance au parlement. La commission parlementaire sur le Brabant Wallon a servi d'alibi : elle n'a rien résolu. Une commission, avec la participation des parents ou leurs représentants doit entendre toutes les personnes impliquées en présence de la presse. Elles

sont obligées de déposer et il n'y a pas de séances secrètes. Le parjure doit être puni de destitution immédiate.

- **Nous voulons** la même procédure pour l'affaire de la Bande du Brabant Wallon.

- **Nous voulons** la dissolution de la gendarmerie qui s'est servie de l'enquête sur les enfants pour renforcer sa position d'Etat dans l'Etat. Elle a saboté et manipulé les enquêtes à sa guise. Nous voulons son remplace-

ment par une police anti-crime qui ne s'occupe que de la lutte contre la grande criminalité et non pas d'espionnage politique et antisyndical. Les tâches de la gendarmerie peuvent être réparties parmi les autres corps de police.

- **Nous voulons** l'élection des juges par le peuple et la possibilité de les démettre de leur mandat.

Il faut organiser l'accès des victimes aux dossiers tout en respectant les droits de la défense.

«Je suis décidé à continuer»

Paul Marchal, le père d'An à propos de son calvaire et de sa lutte

Extraits de l'intervention du père d'An lors d'une soirée d'information de Médecine pour le Peuple à Genk.

«J'ai beaucoup appris durant cette année. Au début, nous étions tout seuls. Nous avons dû encaisser beaucoup de coups. Le jour de la disparition, la police de Westende s'est moquée de moi. Au parquet de Bruges, on m'a déconseillé de lancer une campagne d'affiches. "Il faut simplement attendre", me disaient-ils. Aujourd'hui, il est possible de

rechercher des enfants disparus. Les gens sont attentifs. Nous avons obtenu tout cela parce que les familles Russo et Lejeune ont crié et ont continué à crier. J'ai appris que tout est possible. Il a été possible de laisser mourir nos enfants. Tout est possible ! Aussi changer tout le système !

Il y a encore énormément de choses à faire ! Je suis décidé à continuer, tant que vous me le permettez, tant que vous croirez que je ne le fais pas pour moi-même. Donner un sens à la

mort inutile de ma fille, ce sera l'oeuvre de ma vie.

Ce matin, j'ai reçu une pétition des ouvriers d'une petite usine ici à Genk. J'avais les larmes aux yeux en la lisant. Merci !

Il faut que l'enquête puisse être menée jusqu'au bout par l'équipe de Neufchâteau et il faut un monde meilleur pour les enfants et un avenir meilleur pour les jeunes.»

«Dire que Connerotte a commis une grave erreur, mais attendre dix jours avant d'enta-

mer les recherches d'An et Eefje, immédiatement après leur disparition, n'est pas une erreur grave ? Quelle sanction est prévue pour cette erreur ?

Il y a beaucoup de résistance de la part du gouvernement en ce qui concerne la lutte contre la pornographie infantile sur Internet.

Pour empêcher l'opération d'étouffement, il faut faire en sorte que davantage de policiers dégoûtés fassent des révélations.»

Quel état de droit ?

Manger un spaghetti, est-ce pire que d'être de la loge ?

Des professeurs très savants ont gaspillé ces derniers jours des tonnes d'encre sur le spaghetti de Connerotte. Le juge n'a-t-il pas mis en danger une justice impartiale ?

D'autres craignent pour l'État de droit. la Cour de Cassation désaisit Connerotte de l'affaire Dutroux, ce sera la révolte populaire. L'État de droit et même tout le régime risquent d'être déstabilisés, dit le professeur de droit constitutionnel Robert Senelle. (1)

Herwig Lerouge

Quelle justice impartiale ? Quel État de droit ? Les affaires n'ont-elles pas révélé quelle illusion puante ce prétendu État de droit est en réalité ?

Nous avons déjà relevé le contraste entre la passivité coupable de la Justice dans l'enquête sur les enfants disparus et son efficacité dans l'affaire du rapt du petit Anthony. On connaissait déjà sa rapidité quand il s'agit de faire payer des astreintes à des piquets de grève. En un jour, on trouve un juge pour rendre un verdict en faveur des patrons et la gendarmerie est sur place une heure plus tard pour faire appliquer le jugement. On savait aussi que cette justice était beaucoup moins rapide quand il s'agit de poursuivre et de punir la grosse fraude fiscale. Elle a même laissé prescrire la fraude Kirschen de plusieurs milliards. Alors l'impartialité, la neutralité de la justice...

On reproche à Connerotte d'avoir mangé un spaghetti avec Laetitia et Sabine. Et les magistrats qui font partie de la loge où ils retrouvent des patrons et des hommes politiques inculpés ? Qui a reproché au Procureur Deprêtre de Nivelles de faire partie de l'organisation catholique d'extrême droite Opus Dei, aux côtés de nombreux hommes politiques et d'affaires ? N'y aurait-il pas là une coïncidence avec le fait qu'on n'ait jamais exploré la piste d'extrême droite dans l'affaire du Brabant wallon ? Et comment se fait-il que des curés violeurs d'enfants s'en tirent avec cinq ans de monastère ? Alors l'impartialité de la justice...

L'État de droit à l'oeuvre

Le Comité supérieur de contrô-



le est un organisme créé, en théorie, pour lutter contre la criminalité en col blanc dans le secteur public. Le numéro deux de ce comité, Mr Vermeulen vient de révéler comment la magistrature et le pouvoir politique ont mis à mort ce Comité.

Le Comité Supérieur a perquisitionné dans les quartiers généraux des partis politiques et des cabinets ministériels les cinq dernières années : au CVP dans le cadre du dossier "smeerpilp", au cabinet de Dehaene dans un dossier de corruption dans des commandes de mort aux rats, au PSC, dans le cadre de financement illégaux autour de J.L.Thys et au PS-SP dans le cadre d'Agusta. Halte-là. Le 22 septembre 1995, Stefaan De Clerck a diffusé une circulaire ministérielle datant de 1884. Cette circulaire permet au gouvernement de paralyser toute enquête sur la corruption du pouvoir politique. Les enquêteurs qui veulent effectuer une perquisition doivent prévenir deux jours à l'avance le parquet. Celui-ci se mettra alors en rapport avec le chef de cabinet ou le directeur du ministère. Celui-ci peut alors sonner la grande alerte.

Entre magistrats

Vermeulen : «Willy De Smet, CVP, est le président du Comité supérieur de contrôle. Jusqu'il y a peu, il était également le premier président de la Cour d'appel de Gand. Depuis qu'il est devenu président en 1989, il veille à la protection de ses collègues magistrats. En tant

que président, il est au courant de toutes les missions judiciaires que les enquêteurs du Comité exécutent, il détermine même quels enquêteurs exécuteront quelles missions et, le cas échéant, il se réserve le droit, pour chaque enquêteur, de le démettre de sa mission. Il est informé en permanence de l'état de l'enquête. Il arrive régulièrement qu'il décide personnellement de classer sans suite des plaintes qui indiquent des faits punissables... Fait assez remarquable, chaque fois que le Comité reçoit une plainte dans laquelle un magistrat est impliqué, De Smet ne fait établir aucun procès-verbal initial... Il informe par téléphone le procureur général du district concerné ou il envoie une lettre "strictement personnelle ou confidentielle". Les procureurs généraux peuvent utiliser l'information que leur transmet De Smet pour faire chanter les magistrats qui leur sont subordonnés. Un excellent moyen de pression pour faire marcher au pas des magistrats plus jeunes, moins ancrés. Ce système de De Smet crée une réserve d'instruments de chantage.» (2)

Un seul espoir : un large mouvement démocratique

Vermeulen a déjà transmis ses plaintes à toutes les institutions suprêmes de l'État de droit, sans succès. Après cinq ans, le Conseil d'État n'a toujours pas rendu son verdict. Le Comité P, qui contrôle les polices, doit encore commencer son enquête

huit mois après la plainte. Le ministre de la Justice est au courant depuis le 20 mai. Il ne bouge pas.

Son ministre de tutelle, le socialiste Flahaut lui dénie depuis plus d'un an le droit à la défense. Voilà pour l'État de droit.

Alors Vermeulen a choisi de parler aujourd'hui, pour que porté par l'indignation de la population après l'affaire Dutroux, sa voix soit enfin entendue.

Le mouvement populaire qui se développe est un mouvement sain. Il est dirigé contre ce que le philosophe Commers de l'Université de Gand appelle «la corruption, les machinations, les protections, les batailles de procédure, les limogeages, les manoeuvres de ralentissement, les intimidations, les disparitions, les attentats... en fait contre ce qu'on appelle "l'état de droit" avec ses nombreuses tentacules parmi les "élites" financières, économiques, juridiques, politiques et policières de notre société.» Et cet État ne sert qu'à une chose : à contrôler le peuple, à empêcher qu'il ne se révolte, contre toute cette injustice, toute cette barbarie. «Dans la république (ou la monarchie) démocratique, écrit Friedrich Engels, la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sure, par la corruption directe des fonctionnaires et par l'alliance entre le gouvernement et la Bourse...»

1. De Standaard, 10 octobre 1996. 2. De Morgen, 5 octobre 1996.

EN BREF

Allô la gendarmerie ?

Le juge Connerotte a lancé un appel aux victimes de pédophilie ou de réseaux de pédophilie, aux témoins ou aux professionnels et à la population pour dénoncer les faits de pédophilie. Mais les témoins doivent téléphoner au numéro du Bureau Central de Renseignements (BCR).

Cet appel pose beaucoup de problèmes. C'est ce fameux BCR qui n'a pas estimé que l'avis de recherche de Dutroux, envoyé en août 95 méritait la mention "urgent". C'est encore ce BCR qui, selon un membre de l'état-major interviewé par *Téléoustique*, a détruit tous les documents relatifs au sabotage de l'enquête Julie et Mélissa par la gendarmerie. On a appris par ailleurs que l'état-major de la gendarmerie stocke les informations qu'elle reçoit. On ne sait jamais à quoi elles peuvent servir. Ou plutôt, on le sait trop bien. L'adjutant syndicaliste Van Keer l'a démontré quand il a menacé de dévoiler les délits commis par des magistrats qui bloquaient des dossiers. Enfin, le membre de l'état-major a également dévoilé que la "Cellule Disparitions" de la gendarmerie a été créée de toutes pièces quelques semaines après la disparition de Julie. Les gendarmes qui l'occupent n'avaient aucune formation spécifique et se sont limités à des travaux bureaucratiques. Il s'agissait pour la gendarmerie d'être les premiers sur l'affaire.

Pourquoi ne pas centraliser les appels dans un service compétent et spécialisé. Car de nombreux témoins potentiels s'abstiendront après tout ce qu'ils ont appris sur les méthodes de travail du BCR au cours des dernières semaines.

Attentat contre Marie France Botte

Un inconnu a agressé la militante de la lutte contre la prostitution infantile mercredi dernier dans le hall de son immeuble. Elle rentrait d'une conférence. Son agresseur lui a asséné un coup violent dans le dos en la menaçant de mort. Elle a pu s'échapper en feignant de s'évanouir.

Un avocat niçois contre la nomenclature judiciaire

«Je fais l'objet de pressions abominables parce que j'ai dénoncé l'existence d'un réseau pédophile», déclare Me Grattirolo, avocat niçois. En février 1995, il a demandé qu'une enquête soit ordonnée, car, dans le cadre d'un dossier dont il a été destitué de force, il a «été amené à connaître l'existence éventuelle d'un réseau de prostitution infantile impliquant peut-être des magistrats niçois». Deux ans plus tôt, il est devenu l'avocat d'un homme qui voulait se séparer de son épouse, petite fille d'un haut magistrat français. Le père parle en avril 1994 des sévices sexuels que sa fille aurait subis au cours de séjours chez sa mère, en présence d'avocats, de magistrats et de sa grand-mère. Me Grattirolo saisit la Justice. Et les ennuis commencent Le 7 avril 1994, il est convoqué dans le bureau du bâtonnier de Nice. Au cours de cette réunion, le bâtonnier lui demande de se dessaisir du dossier sous la pression du procureur. Une psychologue de Los Angeles qui a examiné entre-temps la fillette remet un rapport de suspicion d'abus de mineure auprès du département des services pour enfant.

Puis la fillette est enlevée au cours d'une opération "commando" et rapatriée en France. La Cour d'appel d'Aix-en-Provence redonne la garde de l'enfant à la mère au printemps. Une enquête préliminaire a conclu à l'absence de ballets roses sous les robes noires et Me Grattirolo a été condamné pour outrage à magistrat et son client, pour dénonciation calomnieuse. (La Tribune de Genève, 4 septembre 1996)

«Nous voulons la vérité !»

Les ouvriers de VW, Ferblatil, Cockerill-Sambre en grève spontanée

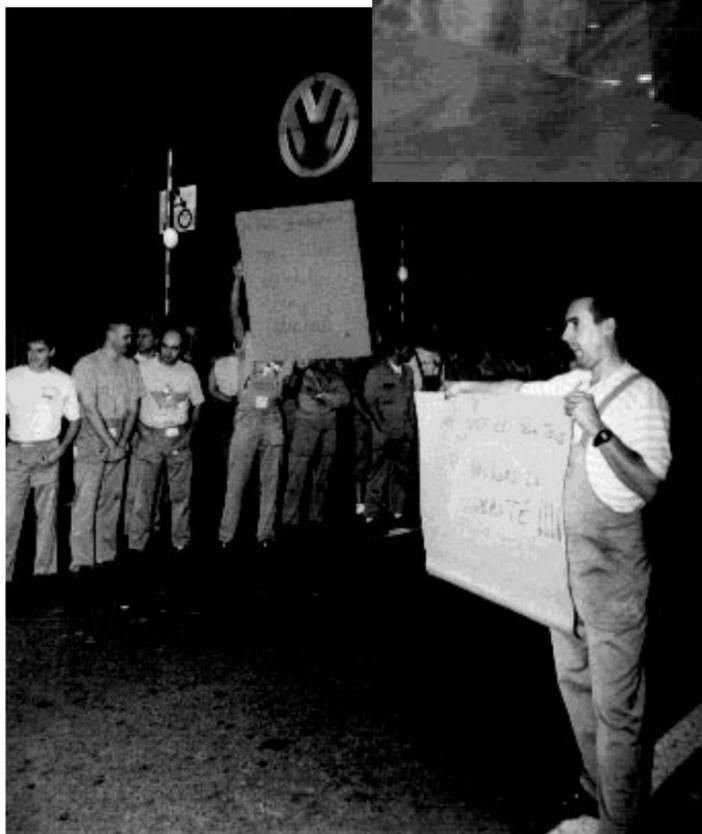
«Nous avons immédiatement arrêté le travail, lorsque nous avons entendu à la radio que le juge Connerotte était déssaisi de l'enquête. La Justice est vraiment injuste !» Voici ce qu'on entendait au piquet de VW et d'autres usines lundi après-midi.

Hugo De Bruyne

«Nous sommes descendus dans la rue pour paralyser la circulation devant la porte de l'usine.» Les voitures avancent au pas entre deux rangées de grévistes. Les chauffeurs ne sont que trop heureux de pouvoir exprimer leur colère en klaxonnant. Beaucoup saluent du pouce, certains lèvent le



Un calicot réalisé par les ouvriers réclame : «Justice pour tous, nous voulons la vérité».



«Nous voulons la vérité», exigent des centaines d'ouvriers de VW-Bruxelles lundi après-midi à la porte de leur usine.

poing. «Incompréhensible qu'ils tentent à présent de saboter l'enquête en écartant le juge qui obtient des résultats, observe un ouvrier. C'est un véritable camouflet pour les parents. Nous avons tous des enfants. Nous savons ce qu'ils ressentent et tout le monde est avec eux.» «La justice c'est l'injustice. Nous voulons connaître la vérité», ajoute un autre. «Nous avons vu la même chose dans l'affaire de la bande du Brabant et celle d'André Cools. Maintenant c'est assez», déclare un troisième. Quelqu'un demande : «Y a-t-il encore d'autres usines en grève ? Nous devrions tous marcher sur le Palais de Justice.» Un travailleur est furieux : «Ils osent encore faire ça, au moment où ils nous imposent des mesures budgétaires insupportables.» Les médias annonçaient à 21 heures

que la grève de VW touchait déjà à sa fin. Mais l'équipe de nuit à pris la relève et n'ont pas travaillé.

Grève contre la justice des riches

A 19 heures, les ouvriers de Ferblatil, l'usine sidérurgique liégeoise où le père de Mélissa est ouvrier, ont arrêté le travail. L'équipe de nuit a suivi le mouvement. Le dimanche (l'usine travaille en régime continu), ils arrêtent de toute façon pour participer à la manifestation à Bruxelles. La délégation qui reconnaît toutes les actions déclare : «La grève est dirigée contre la justice du pouvoir et la justice des riches». Une délégation d'ouvriers du site de Cockerill-Sambre à Marcinelle a bloqué vendredi la rue longeant

l'usine durant une heure, de 15 à 16 heures. Leur objectif : manifester leur mécontentement après le réquisitoire du procureur général de la Cour de Cassation.



Les résistants ont-ils vaincu le fascisme pour en arriver là ?

Les étudiants d'Anvers et de Courtrai : «On veut les noms !»

Han Soete

Depuis dimanche soir, une centaine de personnes montaient la garde au Palais de Justice d'Anvers.

Dès le lundi matin, des étudiants de l'école supérieure Karel de Grote ont organisé une grève afin de participer à cette veillée. Un petit groupe d'étudiants a fait le tour des classes, puis toute l'école

s'est rendue au Palais de Justice. Toute l'après-midi, des centaines d'élèves et d'étudiants sont venus manifester leur soutien.

«J'ai 55 ans et c'est ma première manifestation»

A Courtrai, les étudiants se sont rendus au palais de justice où ils

ont organisé un sit-in. A Anvers encore, quelque 500 personnes se sont réunies le soir devant le Palais. Après quelques discours, elles ont organisé une manifestation. «Non à l'opération oubliettes. L'enquête jusqu'au bout.» Et encore : «On veut des noms».

La manifestation s'est dirigée du Palais de Justice à la caserne de la gendarmerie, pour se rendre

ensuite à la maison communale. Tout un symbole, car on exige des trois instances qu'elles dévoilent toute la vérité. Devant la gendarmerie, la tension s'est accentuée pendant un moment. A la maison communale, la bourgmestre Detiège a reçu une délégation d'une dizaine de personnes. Les gens voulaient qu'elle sorte pour écouter la population. Elle a refusé, suscitant la colère des manifes-

tants. Au Palais de Justice, quelques incidents ont éclaté. Les gens sont vraiment furieux. «J'ai 55 ans, je n'avais jamais manifesté. Mais maintenant, c'en est trop. Aujourd'hui, il faut descendre dans la rue.» L'homme a été fortement applaudi. «Les résistants ont-ils vaincu le fascisme il y a 40 ans pour que nous en arrivions là ?»

Trois questions à Luc Cortebeek, dirigeant CSC

Une militante CSC inquiète interpelle le permanent syndical à propos des lois-cadres

Que faire une matinée de dimanche pluvieuse en septembre ? Je me suis installée avec un tas de linge à repasser devant la télé pour regarder un magazine à la BRT, "De 7de dag". Un peu de culture, une tranche d'actualité, un débat animé, un repassage terminé et la satisfaction du travail achevé... Mais je ne suis pas arrivée jusque là.

Une militante CSC inquiète

Pourquoi ? Le débat, pour autant qu'il y ait eu débat, se déroulait entre un représentant du gouvernement, Eric Van Rompuy, un chef d'entreprise, Karel Vinck de l'Union Minière et un dirigeant syndical, Luc Cortebeek de la CSC. Le programme avait quelque chose de surréaliste, comme une pièce de théâtre, où les rôles établis d'avance mettent en scène trois personnages qui mènent un débat pour la forme, mais s'entendent sur le fond de l'affaire. Que celle-ci concerne l'emploi et le revenu d'êtres humains transparaît à peine.

Scène d'ouverture

Le journaliste : La recherche d'un consensus dans la concertation sociale, est-ce peine perdue ?

Le dirigeant syndical : Je ne suis pas de cet avis, bien qu'il faille reconnaître que la négociation sociale n'a pas la cote. Ce n'est pas étonnant, car il est difficile de gérer la crise. Il est bien plus facile de gérer le bien-être et la croissance.

Question 1

Revient-il au syndicat, monsieur Cortebeek, de gérer la crise ? Ne faut-il pas d'abord examiner l'origine de cette crise ? Je sais qu'à vos yeux cette question n'a pas de sens, car je vous ai entendu déclarer à une autre occasion : "Il est inutile de chercher des coupables. Nous devons chercher des solutions en commun". Eh bien, monsieur Cortebeek, pour nous, travailleurs et chômeurs, la question de la culpabilité a bel et bien un sens. Nous considérons notamment que nous n'avons pas

à payer les frais de la course aux bénéfices des entreprises, de l'absence de programme dans notre système économique, de la guerre pour conquérir les marchés afin d'écouler les excédents de la production.

Un dirigeant syndical qui estime avoir la responsabilité de gérer la crise, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que vous acceptez la logique de la concurrence qui nous enferme dans le carcan de Maastricht, que vous plaidez en faveur de la réduction du coût salarial des entreprises et que vous sacrifiez notre Sécurité sociale, notre pouvoir d'achat et notre sécurité d'emploi. Je constate que l'arrogance des patrons et l'amertume des travailleurs augmentent de jour en jour. Et cela m'inquiète. Etes-vous donc si éloigné de la réalité des travailleurs que vous ne le remarquez pas, monsieur Cortebeek ?

Question 2

Combien de temps encore, monsieur Cortebeek, la CSC continuera-t-elle à jurer par la concertation sociale, alors que notre soi-disant partenaire nous jette à la figure avec une arrogance toujours plus brutale qu'il n'a pour sa part, aucun besoin de concertation, puisque le gouvernement répond à toutes ses demandes.

Deuxième scène

Le chef d'entreprise : Fabrimétal a déclaré, à plusieurs reprises, être prête à offrir des garanties pour le maintien de l'emploi au niveau actuel, à condition que le coût salarial diminue de 12 % pour s'aligner sur le niveau des Pays-Bas. En échange, nous pouvons



«Que faisiez-vous, M. Cortebeek, devant la Bourse le jeudi 26 septembre ? Moi, j'avais cru comprendre que cette action était dirigée contre les lois-cadres, qu'elle voulait rejeter les nouvelles restrictions et non les applaudir».

faire des promesses dans le domaine du maintien de l'emploi, des investissements et de l'ancrage flamand.

Le dirigeant syndical : A présent, nous avons les lois-cadres et la norme salariale. Cela nous rapprochera rapidement du niveau des Pays-Bas et des autres pays voisins. Le journaliste : La réduction du coût salarial ira-t-elle jusqu'à 12 % ?

Le dirigeant syndical : C'est en effet dans cet ordre qu'il faut situer l'objectif. Je crois qu'aujourd'hui nous franchissons des pas importants et courageux et que nous devons poursuivre sur cette voie...

Question 3

Je n'en croyais pas mes yeux. Vous ai-je bien compris, monsieur Cortebeek ? Vous défendez les lois-cadres, vous considérez que la norme salariale est une décision courageuse du gouvernement, la perspective de restrictions salariales de l'ordre de 12 % ne vous dérange guère. Puis-je dans ce cas vous demander ce que vous faisiez devant la Bourse le jeudi 26 septembre ? Moi j'avais cru comprendre que cette action était dirigée contre les lois-cadres, qu'elle voulait rejeter les nouvelles restrictions et non les applaudir. Vous rendez-vous compte, mon-

sieur Cortebeek, de ce que vous êtes en train de faire ? Ne voyez-vous pas que plus les syndicats reculent, plus les patrons deviennent agressifs ? Ne savez-vous pas que lorsque les syndicats confessent leur impuissance, d'autres s'empressent de présenter leur "perspective" aux travailleurs ? L'histoire des années trente ne vous a-t-elle donc rien appris ? Le problème principal ressenti par les militants, ce n'est pas le manque de vision commune, mais bien le manque d'une vision propre et l'absence d'une alternative face à la politique de crise menée depuis des années ! Ne comprenez-vous pas que plus la direction syndicale capitule et reprend à son compte la logique des patrons et du gouvernement, plus elle perd la confiance des affiliés et des militants ? Ne voyez-vous pas que c'est la voie du suicide du syndicat ? Voilà monsieur Cortebeek ce qui m'inquiète et m'empêche de dormir. J'espère que vous réfléchirez à mes questions. J'aurais aimé les faire publier dans la revue syndicale, mais je les envoie à Solidaire pour être certaine qu'elles soient publiées.

Scène de clôture

Elle n'est pas encore écrite. Mais les acteurs sont prêts, monsieur Cortebeek, et nous sommes nombreux, Flamands, Wallons, Bruxellois, immigrés, jeunes, vieux, ouvriers industriels, employés de magasins, fonctionnaires des services publics, enseignants, hommes, femmes, salariés et allocataires sociaux, chômeurs, affiliés CSC et FGFB. Lorsque nous entrerons en scène, la pièce ne se jouera pas autour d'une table. Plusieurs décors nous semblent convenir : les marches de la Bourse, les locaux de la FEB, les jardins de Val-Duchesse, la rue de la Loi, le siège de la Kredietbank, les entreprises et les zonings industriels. Et nous espérons, monsieur Cortebeek, que nos dirigeants syndicaux seront présents à l'appel, lorsque nous irons scander "Faites payer la crise aux riches, car nos poches sont vides !"

Les directions syndicales jouent avec le feu

Les comités nationaux refusent d'engager la lutte

Jo Cottenier

«Si on voulait mener la lutte contre les mesures gouvernementales, il fallait s'y mettre plus tôt». A un délégué de base faisant une telle remarque, nous répondrions qu'il n'est jamais trop tard. Mais dans la bouche de Mía De Vits, qui a tout fait pour empêcher une sérieuse mobilisation, ces propos ressemblent sérieusement à une combine

avec le gouvernement.

Les partis gouvernementaux exercent de très fortes pressions pour éviter qu'un mouvement social ne s'ajoute à la crise politique qui secoue le pays. En refusant d'engager la lutte, les comités nationaux FGFB et CSC placent les intérêts vitaux de la bourgeoisie devant les intérêts de la classe ouvrière. Le prestige et l'autorité des syndicats risque de fondre

encore plus aux yeux de la base.

Les directions syndicales ont préféré fixer tous les regards sur les négociations interprofessionnelles et les conventions futures, pour faire oublier au plus vite les 20.000F qu'un ménage moyen va sacrifier une fois de plus aux normes de Maastricht. Les arguments avancés sont extrêmement faibles.

• On fait tout pour minimiser l'envergure des atteintes à la

Sécurité sociale. "Il n'y a pas eu de big-bang" affirment les directions syndicales. Pourtant, Dehaene explique depuis longtemps qu'en avançant "pas à pas", il arrivera au même but : une réforme fondamentale de la Sécurité sociale.

• "Grâce à nos menaces, nous avons fait reculer le gouvernement" prétendent les textes des comités nationaux. Le gouvernement a consciemment appliqué la

tactique des ballons d'essais. Il est scandaleux que les directions syndicales jouent le jeu. De graves contradictions secouent la structure syndicale à propos de la stratégie à suivre. Il semble que, — pour l'instant — ce n'est pas la base, ni l'aile combative de l'appareil qui imposent leur voix. Espérons que la manif de la CGSP, ce jeudi à Charleroi, puisse mettre le feu aux poudres et inverser la tendance.

L'impôt sur la fortune pour 2095 ?

Le PTB injustement écarté d'un débat télévisé sur "faire payer les riches"

Voici dix ans, *La Nouvelle Gazette* de Charleroi décernait au PTB le prix de l'affiche électorale avec le plus grand impact : "Faites payer la crise aux riches". Depuis, le PTB a traduit ce slogan en revendications précises : 500 milliards sur le compte des riches. L'une prévoit un impôt annuel de 2 % sur les fortunes de plus de 20 millions et des mesures radicales contre la fuite de capitaux. Au débat télévisé de la RTBF "Les pieds dans le plat" sur l'impôt sur la fortune, il y avait un grand absent : le PTB.

Jo Cottenier

Si le PTB était une entreprise commerciale, les responsables de l'émission auraient écopé d'un procès pour vol de marque. Le plateau de télévision ne manquait pas non plus d'adversaires contre toute mesure anticapitaliste sérieuse et contre l'impôt sur la fortune en particulier. L'un d'eux, Etienne Davignon de la Société Générale, a passé une soirée si tranquille que les animateurs ont dû littéralement le réveiller à cinq minutes avant la fin de l'émission. Le PTB n'était pas là. Personne n'a donc cloué le bec à Davignon quand il a ouvert le débat en déclarant, avec l'outrage et le mépris du capitaliste au-dessus de la mêlée, que cela est peut-être scandaleux, mais que c'est tout à fait normal et "juste" qu'Albert Frère empoche une plus-value de 20 milliards en vendant sa part de Tractebel, sans payer un centime d'impôt. «Il faut savoir ce que vous voulez encourager, a-t-il déclaré. Il y a des gens qui prennent des risques et il est donc normal que le risque soit récompensé» !

Le PTB n'était pas là. Il n'a donc pu relever ce problème de société posé par Davignon. Il faut effectivement faire un choix : l'argent ou les besoins des gens. Si le PTB avait été présent, il aurait pu rappeler un petit détail à propos de ce fameux "risque". C'est grâce aux 200 milliards de fonds publics qu'Albert Frère et la Société Générale

ont pu retirer leurs billes de la sidérurgie wallonne. C'est sur le dos des sidérurgistes et avec des fonds publics qu'Albert Frère a amassé le capital qui lui rapporte aujourd'hui 15 millions par jour. Aujourd'hui, ces parasites trouvent normal que le gouvernement réduise la dette publique sur le dos des travailleurs et des allocataires sociaux. Mais une des principales raisons de l'explosion de la dette publique au début des années 80, c'est l'argent versé à flots aux capitalistes des "secteurs nationaux", comme Albert Frère et la Société Générale. A quand les réparations ?

La ligne de défense

Etienne Davignon a pu compter sur le soutien d'autres invités de l'émission, gagnés à sa cause : le représentant du PS, Rudy Demotte, du PSC, Philippe Maystadt et du PRL, Paul Hatry. Ce dernier, ancien chef de file de la fédération patronale du pétrole estime qu'un impôt sur la fortune serait extrêmement dangereux et qu'il coûterait davantage par ses effets négatifs qu'il ne rapporterait. Les travailleurs connaissent très bien cet argument, qu'ils entendent tous les jours. Dans notre système, tout ce qui est susceptible de porter atteinte aux intérêts de la classe capitaliste et des riches provoquerait inévitablement les pires



Depuis dix ans, le slogan lancé par le PTB "Faites payer la crise aux riches", est largement repris par les travailleurs et syndicalistes. Lors de la lutte contre le Plan global (photo), il s'est affiché sur de nombreux calicots.

catastrophes. Le discours des deux autres partis est identique sur fond, quoi que plus raffiné sur la forme. Le PS et le PSC sont "en principe" favorable à un impôt sur la fortune (question d'éthique), mais recommandent la prudence et la lente progression (question de pratique et de marché). Maystadt (PSC) se prononce pour un impôt annuel et surtout modéré sur la fortune, remplaçant les droits de succession trop irréguliers. Bref, il veut nous faire croire que l'impôt sur le patrimoine existe déjà et qu'il suffit de l'orienter différemment. Ce glissement ne rapporterait rien de nouveau. Rudy Demotte (PS) en revanche, suit son président Philippe Busquin, qui s'est déclaré favorable à un impôt sur la fortune, mais par étapes, dont la première est l'établissement d'un cadastre des fortunes. Demotte estime que le gouvernement a fait un pas

énorme dans cette direction. «Les contribuables devront déclarer dorénavant les comptes à l'étranger», déclare-t-il triomphalement. «Bien sûr que ce ne sera pas suivi dans la pratique, mais cela indique une piste», doit-il avouer plus tard. La baudruche est dégonflée. Le piètre Demotte n'a pas le culot de Di Rupo. Ce dernier ose prétendre que le gouvernement vient de lever le secret bancaire sans que personne ne s'en soit aperçu. Même pas les super-riches.

Les "beaux rôles"

Jacky Moraël (Ecolo), Alain Tondeur (l'Appel des 600) et Petrella représentaient le camp en faveur de l'impôt sur la fortune. La résistance fut douce, très douce. Ecolo se déclare en faveur de l'impôt sur la fortune mais étudie

toujours les modalités «car les effets pervers existent et ce n'est pas une panacée». Petrella formule son vœu pieux habituel d'un monde qui ne serait pas dominé par les financiers et par la compétitivité, sans faire une seule référence à la lutte de classe. Et Alain Tondeur ? En l'absence du PTB, il était le seul défenseur de l'impôt sur les fortunes (modèle Frank) et en a eu tous les honneurs. Mais il est resté sans voix quand Defossé a lancé la question : «Est-ce que quelqu'un sur ce plateau a une proposition pour empêcher la fuite de capitaux ?» Le PTB n'était pas là. Il aurait pu dire qu'il faut établir un registre nominatif des actions. Et l'affaire de la Kredietbank-Luxembourg a démontré que l'on peut s'appuyer sur les employés des banques pour empêcher la fuite des capitaux.

La longue marche vers le cadastre des fortunes

Elio Di Rupo (PS) présente des farces budgétaires comme une victoire

Kris Merckx

«Une farce». C'est le terme que *De Morgen* utilise pour qualifier l'ajout d'une case à la déclaration des impôts, destinée aux comptes dont le contribuable dispose à l'étranger. «Ce sera sans doute la case la moins complétée de toutes», ajoute le journal. Des précédents existent. En 1984, une case est apparue sur le formulaire de déclaration d'impôts, où le contribuable devait inscrire ses revenus mobiliers (obligations, actions). Jamais un seul riche n'a rempli cette case. Ce qui n'étonnera personne : dans notre pays, les titres de valeur ne sont pas obligatoirement nominaux mais "au porteur" : la plupart de leurs

propriétaires n'est pas connue par le fisc. Le gouvernement a dès lors décidé de supprimer cette case.

Une promesse en l'air se transforme en case vide

La nouvelle case portant sur les comptes — ultra-secrets — à l'étranger ne sera pas davantage remplie. Ce qui n'a pas empêché le ministre Di Rupo de présenter cette farce budgétaire comme un pas important «vers le cadastre des fortunes» ! (1) Fin juin, Di Rupo s'était efforcé au congrès du PS de Sambreville de faire remplacer la revendication d'un impôt sur les fortunes par celle d'un cadastre des

fortunes. Il s'agit une liste des fortunes mobilières, en complément au cadastre des biens immobiliers (comme les maisons).

«Le processus de création d'un cadastre des fortunes» serait maintenant «entamé» grâce à cette case-fantôme sur la déclaration du contribuable. (1) Cette mesure est complétée par l'instauration d'une taxe de 2 pour mille (vous lisez bien : pour mille) sur la livraison de titres "au porteur". Le règlement actuel reste pourtant en vigueur : les intermédiaires financiers ne doivent que déclarer le nombre et la valeur des titres vendus et non le nom des acquéreurs. Ils devront seulement payer une petite taxe pour l'anonymat. Mais cette taxe de deux pour mille représente moins d'un trente-

cinquième de ce que les titres rapportent (au moins 7 % ou 70 pour mille). Aucun riche n'essaiera de l'éviter en déclarant ses titres, ce qui livrerait leur fortune au fisc.

Di Rupo prétend également «que le secret bancaire pourra dorénavant être levé plus facilement en cas de suspicion de fraude». (1) Busquin a tenu à rassurer immédiatement les riches : «Cette mesure existe déjà en France où, sur 26 millions de comptables, elle a conduit à la levée du secret bancaire dans 5.000 cas. Introduire un tel mécanisme en Belgique concernerait 1.000 cas.» (2) Dans la seule Kredietbank au Luxembourg, 40.000 Belges détiennent des comptes pour un montant de plus de 400 milliards de francs d'argent noir. ! (3) Di Rupo

présente néanmoins ces 1.000 levées du secret bancaire (sur plusieurs années) comme «un élément indispensable à l'organisation d'un cadastre des fortunes». (1) A ce rythme, on connaîtra peut-être une fraction des fraudeurs de la Kredietbank dans cent ans. Durant les siècles suivants, on pourra alors dépister quelques milliers de fraudeurs de la Banque Générale, de la BBL, de la CGER, etc. Il faut reconnaître qu'en matière de démagogie, les ministres "socialistes" sont imbattables.

1. «Défendre et progresser», lettre envoyée par Di Rupo à des syndicalistes, 1 octobre 1996, p. 1, 15-16. 2. *Le Soir*, 4 septembre 1996. 3. RTBF télévision, 8 octobre 1996.

Menaces sur les pensions du secteur public

L'adaptation automatique aux salaires et appointements remise en question

Après avoir attaqué les pensions légales des travailleurs du privé, le gouvernement veut s'en prendre à celles du public. Il tente d'ébrécher le statut des fonctionnaires en supprimant l'adaptation automatique des pensions aux salaires et appointements, en échange de quelques compensations sous forme de hausse salariale.

René Witteveen

L'adaptation automatique des pensions aux salaires et appointements (ou la "péréquation") est une partie inaliénable du statut du fonctionnaire. Si on la supprime, il ne reste plus grand-chose de ce statut. La bourgeoisie considère cependant qu'il s'agit d'un "privilège injustifié" et impayable. Ces deux affirmations sont fausses. N'est-il pas normal que les pensions augmentent automatiquement en suivant la hausse réelle des salaires (en plus de l'indexation)? Le fait que ce principe n'ait pas été acquis dans le secteur privé ne signifie pas qu'il s'agisse d'un privilège du public. En outre, sans l'adaptation automatique des pensions, le statut des fonctionnaires est privé de son essence. La caractéristique de ce statut réside notamment dans ce salaire différé que constitue la pension. Lorsqu'il quitte le service actif (normalement à 65 ans pour les hommes et les femmes), le fonctionnaire touche une pension calculée sur base de son salaire moyen durant ses cinq dernières

années de carrière et en fonction de la durée de celle-ci. Cette pension augmente en fonction de la hausse réelle des salaires des actifs.

Un salaire différé

Le salaire du fonctionnaire durant une grande partie de sa carrière active est beaucoup moins élevé que dans le secteur privé. Ce désavantage est compensé par une pension qui s'adapte à l'évolution réelle des salaires. Cela explique pourquoi la lutte des fonctionnaires s'est souvent axée sur la défense du statut et sur la revendication d'accorder le statut public aux agents contractuels. Privés du statut public, ces derniers seront également victimes des bas salaires du secteur public lorsqu'ils seront pensionnés. Les hausses barémiques de 1989 à 1994 étaient les premières accordées depuis 1975. Elles étaient absolument nécessaires pour aligner un tant soit peu les salaires du public sur ceux du privé. Mais l'écart demeure très important. Beaucoup de fonctions inférieures se situent en-dessous du salaire minimum



(42.500 F) et doivent être augmentées jusqu'à ce niveau.

Le deuxième argument invoqué par le gouvernement, qui affirme que les pensions des fonctionnaires sont devenues impayables, relève également de la fable. Il est vrai qu'elles augmenteront de 168 % entre 1994 et 2040. (1) Mais pour évaluer la véritable charge qu'elles représentent, il faut les mettre en rapport avec la valeur des biens et services produits en un an, le produit intérieur brut (PIB). La CGSP a établi un calcul à partir de quelques hypothèses de base (législation inchangée, maintien de l'adaptation automatique des

pensions, carrière ininterrompue, révision barémique de 1,5 % tous les deux ans et croissance économique moyenne de 2,2 %). Il ressort de ce calcul que les dépenses pour les pensions augmenteront légèrement : de 1,8 % à 2,17 % du PIB en 2019. Ensuite, leur poids dans les dépenses budgétaires diminuera à nouveau légèrement. Pas de quoi s'alarmer donc, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement.

L'évolution des pensions et des salaires n'en demeure pas moins inquiétante, mais pour les fonctionnaires ! La masse des salaires et des pensions diminue constamment :

de 7,2 % en 1995 elle tombera à 4,5 % du PIB en 2040. Durant toute cette période, nous assisterons à un appauvrissement gigantesque de l'ordre de 8.573 milliards de FB par rapport à la situation si les salaires et pensions avaient été maintenus au niveau de 7,2 % du PIB. Il y a donc du pain sur la planche si l'on veut non seulement sauvegarder le niveau des pensions, mais également celui de l'emploi et des salaires dans le secteur public.

1. L'évolution du volume et du coût des pensions du secteur public 1994-2040, Administration des Pensions, p. 22.

Une consultation médicale représente 0,00000014 % du revenu d'Albert Frère . Et pour vous ?

Deux médecins défendent la médecine gratuite devant l'Ordre

Bram Vermeulen

Les docteurs Harrie Dewitte et Marc Martens de Médecine pour le Peuple (MPLP) se sont défendus devant la Cour d'appel de l'Ordre des médecins le 7 octobre 17 heures. Ils ont expliqué pourquoi ils refusent de payer leur cotisation. Des patients de Genk, Zelzate et Zwartberg étaient venus en car pour les soutenir. L'Ordre a dû accepter que la séance soit publique et disposer des sièges dans la salle. «Notre lutte porte ses fruits», observait Mia, une patiente.

Harrie Dewitte. Je considère comme un devoir moral de contester l'Ordre des Médecins. Cet organisme ne se préoccupe d'aucun des grands problèmes sociaux et éthiques auxquels la médecine est confrontée aujourd'hui. Par exemple, la récente loi Vande Lanotte prévoit que les réfugiés non reconnus ne

pourront bénéficier que des soins médicaux urgents dans les hôpitaux du CPAS. C'est une violation flagrante du droit de chacun à des soins médicaux sans aucune discrimination. Ce qui arrive aujourd'hui aux réfugiés, sera demain le sort de tous ceux qui sont en situation précaire. L'Ordre n'a nullement réagi contre cette mesure. Il ne s'est pas opposé non plus au démantèlement scandaleux des services de l'ONE (Office de la Naissance et de l'Enfance). Mais il consacre toute son énergie à la poursuite de médecins progressistes, comme le docteur Lieve Dehaes, qui a été suspendue parce qu'elle avait collaboré à une enquête de Test Achats. J'en conclus que ce procès est politique et que la procédure doit être levée.

L'Ordre est un adversaire acharné des tarifs de remboursement. Il affirme que cette médecine gratuite incite à la surconsommation en supprimant le ticket

modérateur.

Marc Martens. L'Ordre ne fonde cette affirmation sur aucune preuve scientifique. Il en serait bien incapable, car une série d'études démontrent le contraire. Nous constatons que de plus en plus de personnes se privent de soins médicaux, parce qu'elles ne sont plus en mesure de les payer suite à la crise. Les gens qui touchent les revenus les plus bas consultent trop peu le médecin ou le font trop tard. Des études démontrent que le ticket modérateur augmente le taux de mortalité dans cette couche de la population. La médecine préventive est également un leurre si elle n'est pas gratuite. Nous avons avisé l'Ordre de rayer le plus rapidement possible son interdiction de la médecine gratuite. Son refus n'est pas seulement antiscientifique, il constitue également un danger pour la santé publique. Nous rejetons aussi l'argument de l'Ordre des Médecins selon lequel les

patients seraient responsables des dépenses excessives dans les soins de santé. La surconsommation n'est pas le fait des patients, mais des médecins. C'est la médecine à l'acte qui est la véritable cause des dépenses injustifiées. Elle doit disparaître.

Le système du ticket modérateur est asocial. Un chômeur qui touche 33.000 F par mois paie à présent un ticket modérateur de 238 F par visite. Cela représente 0,7 % de son budget familial. Si Albert Frère dépensait 0,7 % de son revenu de 300 millions par mois, il aurait à déboursier 2,1 millions par visite médicale ! Mais il bénéficie du même tarif de 238 F, ce qui représente pour lui 0,00000014 % de son revenu. Frère n'est pas le seul. 40.000 familles dans ce pays ont des revenus comparables. Si le chef de famille au chômage payait un ticket modérateur de 0,00000014 % de son allocation, il ne devrait déboursier que 0,03 F

(trois centimes !) par visite médicale ! Nous constatons par ailleurs que certaines catégories bénéficient de soins médicaux gratuits : les gendarmes et les militaires de carrière. Leurs dépenses médicales sont entièrement remboursées par l'assurance maladie. Via la pharmacie militaire, ils obtiennent même gratuitement les médicaments ! Nous avons demandé à l'Ordre si ce privilège ne conduisait pas à la surconsommation et si la médecine gratuite pouvant s'appliquer sans problème à ces groupes n'était pas applicable pour tout le monde. Nous refusons de cotiser pour un Ordre des Médecins qui défend de telles positions. Cet Ordre doit être supprimé.

Assistez aux procès de l'Ordre : chaque lundi à 17 heures, place Jamblaine de Meux à Bruxelles. Jusqu'au 18 novembre, deux médecins y ont à comparaître à chaque fois. Les séances sont publiques.

Combats, Camarade Travailleur (CCT) !

Thomas Gounet

Les mesures gouvernementales sont-elles vraiment indolores pour la population ? Les patrons de General Biscuit et de Caterpillar prouvent le contraire. Dans les négociations sur les nouvelles conventions collectives (CCT), ces deux firmes forment l'exemple de la politique de la bourgeoisie belge. Le directeur des relations humaines de l'usine de Gosselies explique lui-même que Caterpillar ouvre une brèche dans laquelle les autres entreprises pourront s'engouffrer. Tout cela, en s'appuyant sur les mesures de Dehaene et Di Rupo.

Le gouvernement veut fixer une norme salariale : les coûts salariaux ne pourront augmenter plus vite que ceux de nos trois pays voisins, Allemagne, France, Pays-Bas. Il va réduire les cotisations patronales à la Sécurité sociale, donc baisser le salaire indirect. Les patrons de General Biscuit et de Caterpillar vont un pas plus loin en diminuant le salaire direct.

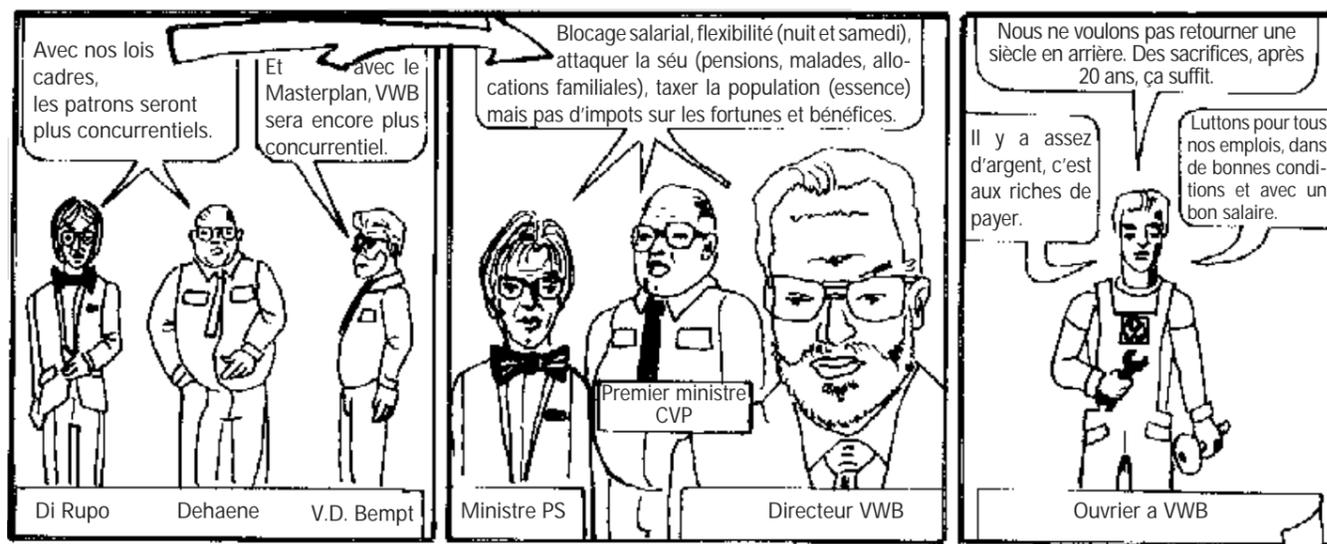
Le gouvernement veut promouvoir une politique de l'emploi, par la défense de la compétitivité des firmes belges. Les patrons de General Biscuit et de Caterpillar précisent le sens de ce que cela veut dire : remplacer des emplois normaux par des postes précaires. A Herentals et à Beveren, des contrats à durée indéterminée devraient, selon la direction, laisser la place à des temps partiels. A Gosselies, les travailleurs "âgés" devraient partir au profit de jeunes embauchés à des conditions inférieures à celles négociées dans toutes les conventions collectives de l'usine. Le gouvernement "modernise" la Sécurité sociale. Il réduit les pensions, les allocations familiales, augmente les tickets modérateurs dans les soins de santé, etc. Les patrons de General Biscuit et de Caterpillar poussent de plus en plus de travailleurs vers cette même Sécurité sociale : celles des prépensions et probablement celles de l'assurance maladie-invalidité avec l'augmentation du rythme, du stress que les mesures patronales vont exiger de ceux qui restent.

Les patrons de General Biscuit et de Caterpillar éclairent donc les intentions de la bourgeoisie belge : baisse de salaire, augmentation des cadences, flexibilité à outrance, précarité des postes, hausse des heures de travail, etc.

Mais le cas de ces deux entreprises est aussi exemplaire pour la résistance que les travailleurs opposent à cette politique patronale. Eux aussi ils montrent la voie. Celle du rejet de la défense de la compétitivité qui rend inévitable la spirale de la dégradation des conditions de travail. Celle de la lutte contre ces conventions collectives dont le cahier de revendications est imposé par le patron. Celle du combat contre toute norme salariale et pour la liberté de négocier dans les conventions gouvernementales. Celle du rejet des mesures gouvernementales et des lois-cadres.

La voracité patronale n'est jamais rassasiée

Plan d'austérité de General Biscuit rejeté par 64 % du personnel



Voici comment des ouvriers de Volkswagen voient les attaques du gouvernement et du patronat. Ce dessin, tiré d'un tract du PTB, a connu un franc succès dans l'entreprise.

Le plan d'austérité de la direction du biscuitier GBB illustre à nouveau la soif insatiable du patronat. Malgré de nombreuses protestations, la direction a pu défendre son plan en toute liberté aux assemblées syndicales. Les ouvriers l'ont néanmoins rejeté à 64 %.

Gaston Van Dyck

Lors des assemblées, la direction a brandi la menace de licenciements, brochant un tableau des plus sombres de l'avenir. Cela lui a permis de convaincre 36 % des ouvriers qui ont voté pour son plan dans les sièges de Herentals et de Beveren. La majorité des votes négatifs est le résultat du travail d'information effectué par les syndicalistes de combat de la FGTB et de la CSC. Formellement, ce plan d'économie n'a aucun rapport avec la convention collective qui n'expli-

re qu'à la fin de cette année et pour lequel les négociations n'ont pas encore commencé. En réalité, la direction de GBB a voulu devancer les revendications des syndicalistes. Avant même que ceux-ci n'aient constitué leur cahier de revendications, la direction jette son programme sur table. Les ouvriers qui refusent l'offre de souscription à une assurance collective perdront la prime de fin d'année de 20.000 F. Des cinq jours de réduction du temps de travail, dorénavant deux seulement seront payés. Les

ouvriers seront autorisés à prendre les trois autres, mais sans rémunération. La durée du temps de travail sera dorénavant calculée sur base annuelle. Le plan parle explicitement de semaines de travail plus longues durant l'été, et plus courtes durant l'hiver, de réduction des primes pour les heures supplémentaires, d'adaptation continue des horaires journaliers «en fonction du programme de production de la semaine suivante».

50 emplois visés

Lors de la prochaine indexation salariale, les salaires et les rémunérations seront d'abord diminués d'un %. La prime pour le travail de nuit sera "progressivement" diminuée de 10 %. Et enfin, le blocage complet des salaires est imposé jusqu'en fin

1998, hormis les indexations.

La contrepartie proposée par la direction pour ce démantèlement des conditions de travail consiste à «étaler d'une manière contrôlée la réduction des effectifs correspondant à 50 temps pleins» ! Le cynisme est poussé à son comble : hormis la méthode classique de la prépension à 50 ans pour les femmes et à 55 ans pour les hommes, la direction veut remplacer dorénavant les postes vacants (suite aux pauses-carrière et aux prépensions) en recrutant parmi les contrats à durée indéterminée dans l'usine même ! Ceux-ci seront licenciés un jour et réembauchés immédiatement, mais avec un contrat à durée déterminée... En outre, le patron propose une panoplie de régimes à temps partiel : mi-temps, semaine de 3 ou de 4 jours, mais toujours en fonction des besoins de la production.

Caterpillar : déjà 30 demi-jours de grève

5.000 machines en plus pour 12 % de salaire en moins ?

Arthur Stilmant

«Caterpillar n'agit pas pour le plaisir d'être le premier à démolir les acquis, mais ce genre de mesures deviendra bientôt général dans toutes les régions.» Delmelle, le directeur des relations publiques ne pouvait mieux démontrer la portée nationale de la lutte engagée à Gosselies.

En mai dernier, sept mois avant la dernière convention collective, McKie, le patron américain de Caterpillar-Gosselies dépose son "cahier de revendications" : il faut une réduction des coûts de 1,8 milliard, dont 360 millions sur les salaires, en cinq ans. Cela représente 60.000 F par ouvrier, qui s'ajoutent aux mesures gouvernementales qui pleuvent depuis 20 ans. McKie veut

supprimer la prime d'ancienneté, réduire de moitié les primes de pause, transformer six jours de réduction du temps de travail en jours de travail. Pourtant les bénéfices ne manquent pas : 801 millions en 1995, 700 millions en 1994. La dernière trouvaille : Gosselies représente 8 % dans la multinationale américaine; elle doit donc cracher 8 % des bénéfices !

Ces mesures d'austérité visent à financer un plan d'investissement, qui augmentera la capacité de production annuelle de 7.500 à 12.500 machines : un accroissement de 66 % de la production, sans augmentation de personnel ! Les autres filiales de la multinationale vont être inévitablement touchées, sans parler de la flexibilité et des cadences plus élevées à Gosse-

lies. Dès la publication du plan patronal, les travailleurs organisent la riposte. Les demi-jours de grèves, ponctués de grèves de 24 heures, se succèdent. Avant les congés, 1.500 ouvriers et employés manifestent à Gosselies. Les travailleurs refusent toute discussion sur la perte de leurs acquis. Aucune négociation ne s'engage.

En août, la direction avance un plan de prépension. Il prévoit également des embauches, mais avec un salaire inférieur de 12,5 %, la suppression de la prime d'ancienneté et la réduction de moitié de tous les autres avantages.

Dehaene et Di Rupo attaquent la Sécu, augmentent les taxes indirectes, bloquent l'indexation des barèmes fiscaux. Caterpillar y ajoute sa part en s'en prenant

au salaire direct des travailleurs. **En vertu du plan McKie, un jeune embauché ne gagnerait plus que 50 % du revenu d'un ancien !**

Après les congés, les travailleurs de Caterpillar ont repris leur grève-guérilla, qui suscite l'enthousiasme de tous par son originalité : à plus de trente reprises déjà, les ouvriers sont rentrés à la maison après avoir travaillé quatre heures.

Les travailleurs de Caterpillar revendiquent la prépension à 52 ans avec de nouvelles embauches et le maintien du salaire et du statut des anciens. Ils manifestent ce mardi 15 octobre à Charleroi devant le siège de Fabrimétal, en présence de délégations d'autres entreprises, dont Volkswagen-Forest et les Forges de Clabecq.

VOYAGE EN GAMBIE

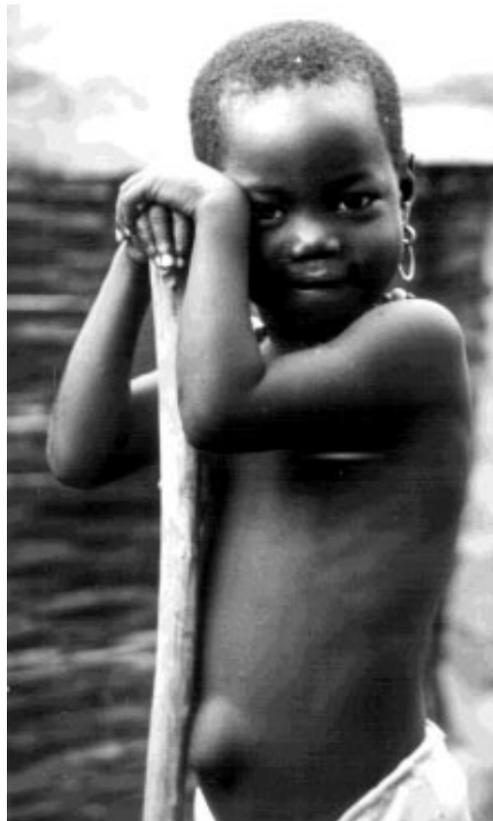
Au mois d'août, nous sommes allés en Gambie. C'est un petit pays d'Afrique. Il se situe au milieu du Sénégal. Tu as peut-être entendu parler de la capitale du Sénégal, Dakar, connue par le rallye "Paris-Dakar". Voici un petit bout de notre journal.

Lundi

Je vais au marché de Banjul, la capitale de la Gambie. Ici, on peut tout acheter: nourriture, vêtements, télévisions, machines à laver... On voit aussi des gens qui effectuent un travail étrange, par exemple un homme qui transporte de lourdes marchandises avec une brouette. On vend beaucoup de choses en petites quantités, parce que les gens n'ont pas beaucoup d'argent. On peut acheter une cigarette, un chewing-gum, une tomate...

Mardi

J'accompagne une institutrice maternelle. Pendant les vacances, de nombreuses institutrices vont à l'école. Elles suivent des cours spéciaux. Elles apprennent comment enseigner aux enfants, ce que les enfants aiment... Nous sommes restés toute la journée sur les bancs de l'école. Les cours sont donnés en anglais. Pour les enfants aussi. Leur



Tous les gens doivent dire s'ils sont "pour" ou "contre". On voit partout des longues files de gens qui attendent pour voter. Je ne peux naturellement pas voter, je suis ici seulement en vacances.

Vendredi

A la pharmacie, un homme attend devant moi. Le médecin lui a indiqué trois sortes de médicaments à prendre. Il ne peut pas tout payer, car il ne gagne pas assez d'argent. Il ne sait que faire. Il demande au pharmacien s'il ne peut pas laisser tomber un des médicaments. Peut-être ne guérira-t-il pas.

Samedi

Je vais à Jembureh. C'est un village où habitent surtout des paysans. L'été, il pleut beaucoup et les gens sont contents. Pendant le reste de l'année, il ne pleut jamais. Aujourd'hui, le sol est humide, on peut travailler dans les champs et les jardins. Je vois des cacahuètes, du riz, des tomates, toutes sortes de fruits, du sorgho...

Dimanche

Nous buvons du thé sénégalais. Ce n'est pas seulement un thé, mais toute une cérémonie pour le servir, en trois fois. Le premier thé est amer «comme la vie», me raconte-t-on. Le deuxième est le thé de l'amitié parce qu'il est plus doux. Et le troisième, très sucré, est aussi doux que l'amour!

Els

langue maternelle est le Wolof, le Madinka ou le Diola; mais à l'école, ils parlent l'anglais. Ce n'est pas facile. Imagine que tu doives, dès l'école maternelle, apprendre l'espagnol ou le chinois! Pendant les récréations, on peut bien sûr discuter dans la langue qu'on veut et acheter une délicieuse glace!

Mercredi

L'après-midi, j'ai bavardé dehors avec des amis. Nous avons mangé des fruits. On trouve des mangues délicieuses. Un régal! On trouve aussi des goyaves, des bananes, des citrons... Tout cela dans le jardin de l'hôtel. Quel délice!

Jeudi

C'est aujourd'hui un jour de congé spécial: tout le monde va voter. La loi du pays a changé.



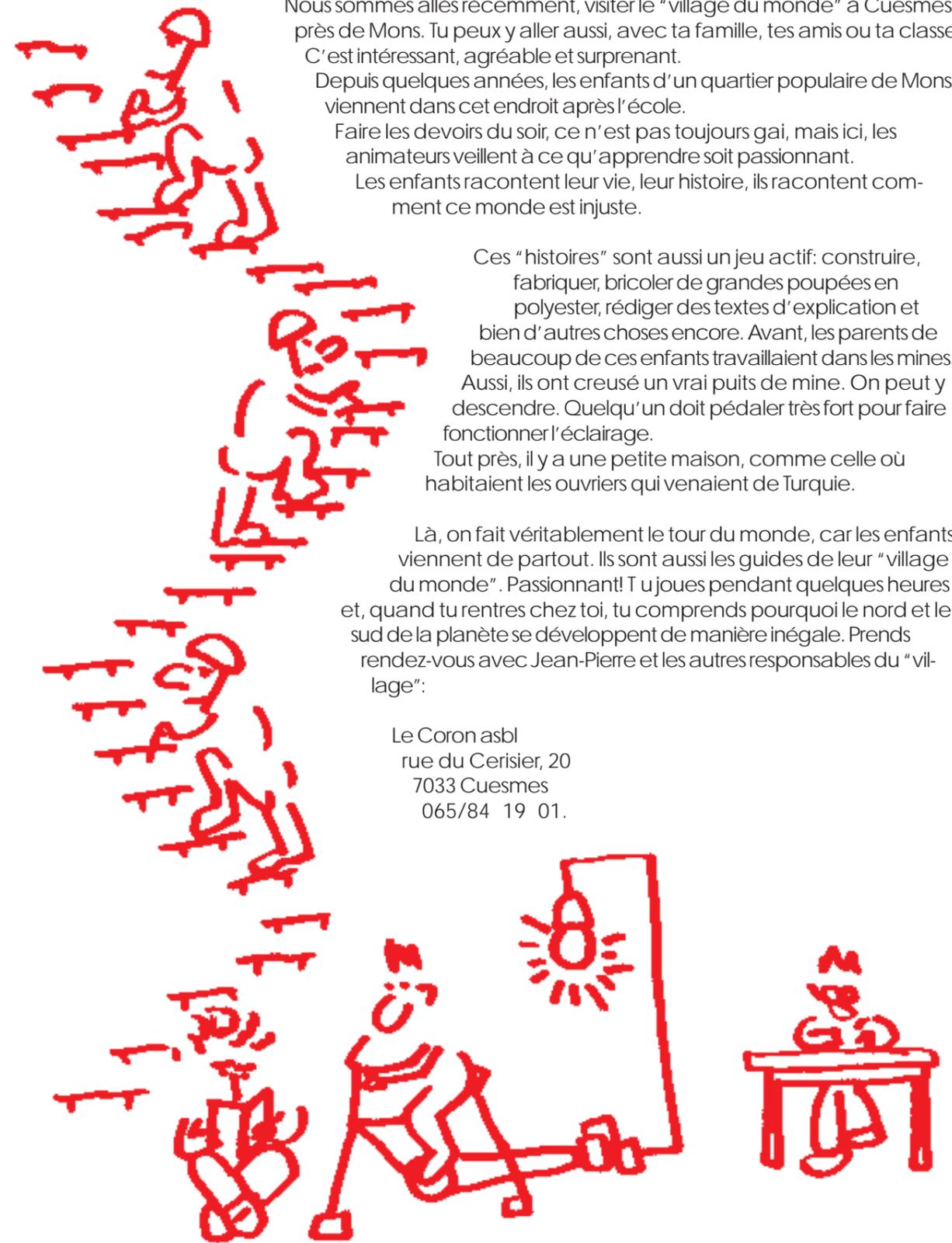
LE VILLAGE DU MONDE

Nous sommes allés récemment, visiter le "village du monde" à Cuesmes, près de Mons. Tu peux y aller aussi, avec ta famille, tes amis ou ta classe. C'est intéressant, agréable et surprenant. Depuis quelques années, les enfants d'un quartier populaire de Mons viennent dans cet endroit après l'école. Faire les devoirs du soir, ce n'est pas toujours gai, mais ici, les animateurs veillent à ce qu'apprendre soit passionnant. Les enfants racontent leur vie, leur histoire, ils racontent comment ce monde est injuste.

Ces "histoires" sont aussi un jeu actif: construire, fabriquer, bricoler de grandes poupées en polyester, rédiger des textes d'explication et bien d'autres choses encore. Avant, les parents de beaucoup de ces enfants travaillaient dans les mines. Aussi, ils ont creusé un vrai puits de mine. On peut y descendre. Quelqu'un doit pédaler très fort pour faire fonctionner l'éclairage. Tout près, il y a une petite maison, comme celle où habitaient les ouvriers qui venaient de Turquie.

Là, on fait véritablement le tour du monde, car les enfants viennent de partout. Ils sont aussi les guides de leur "village du monde". Passionnant! Tu joues pendant quelques heures et, quand tu rentres chez toi, tu comprends pourquoi le nord et le sud de la planète se développent de manière inégale. Prends rendez-vous avec Jean-Pierre et les autres responsables du "village":

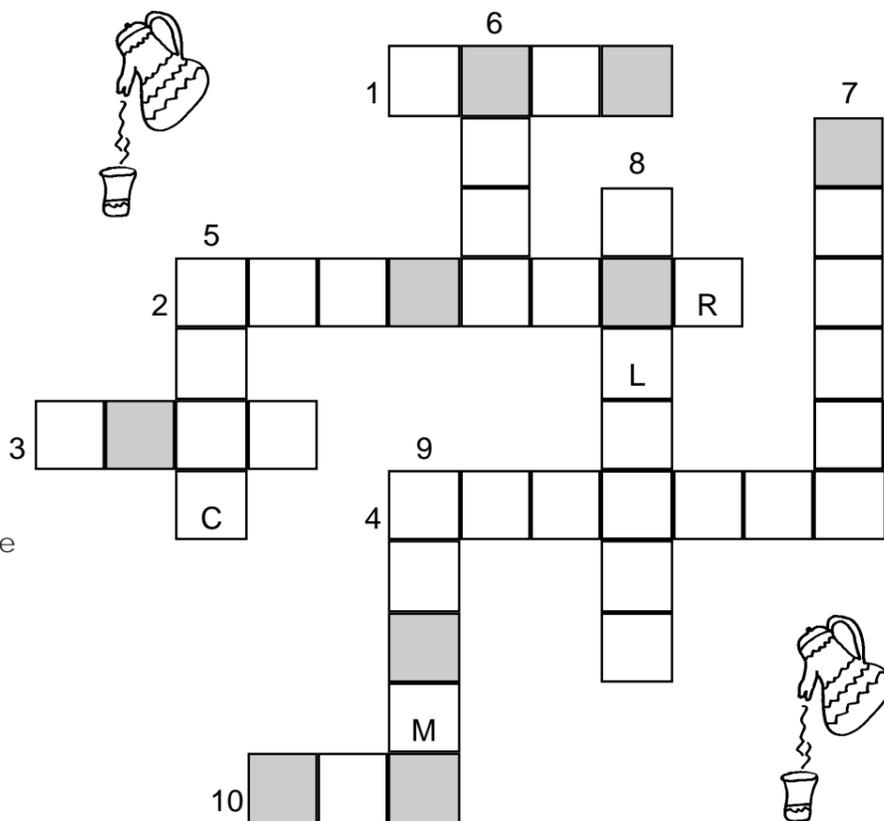
Le Coron asbl
rue du Cerisier, 20
7033 Cuesmes
065/84 19 01.



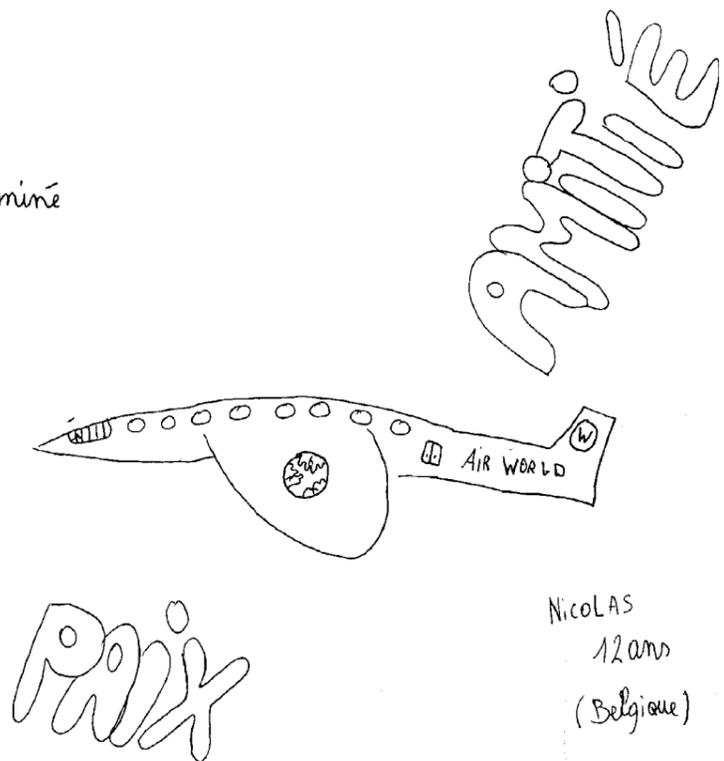
Mots croisés

Avec toutes les lettres qui figurent sur les carrés gris, tu peux reconstituer un mot.

1. Continent
2. Partie du nom de ce petit journal
- 3 Autre nom pour "maman"
4. Notre symbole
5. Viande que les musulmans ne mangent pas
6. Personne de petite taille
7. Instrument de musique
8. Nom d'une des petites filles assassinées
9. Fruit
10. Boisson qu'a bu Els en Gambie le dernier jour



Le monde est déjà si triste
sans que le racisme existe
j'aimerais tant que ce soit terminé
et qu'il y ai de l'amitié
alors quand cela sera fait
il y-aura enfin la paix



Pendant le congé de Toussaint, les Pionniers de 14-15 ans vivent, au camp, de grandes aventures: escalade, "rappel", ramper dans des grottes... Ils seront encadrés par des moniteurs qualifiés (voir page 8).

UN MUR TOUT NEUF!

«Rebelle, jeunesse rouge, jeunesse morte, nous vous aurons tous». Cette inscription était barbouillée sur le mur d'une maison vide de Mol. Elle a été réalisée par des fascistes. Ce sont des gens qui veulent que tous les étrangers et ceux qui sont avec le peuple soient chassés du pays ou jetés en prison. Les jeunes qui veulent devenir moniteurs des Pionniers étaient justement au camp tout près. «Que faire? Comment répondre à cela?», se sont-ils



enthousiasme. Le message vaut pour tous: plus jamais le fascisme!

demandé. «Cen'est pas propre», a dit Bart. Ils ont décidé de nettoyer le mur. «D'abord, il faut trouver le propriétaire», estimait Joke. Nous l'avons trouvé: il soutient bien volontiers notre initiative. Le soir, le mur était débarrassé de son slogan, le propriétaire avait couvert les frais et les voisins avaient accueilli notre travail avec

Notre thermomètre

Nous avons accroché notre thermomètre dans la chambre des filles. C'était notre moyen de juger la journée. Chacun plaçait un autocollant qui montrait où il se situait sur le thermomètre. Tu as trouvé la journée très bonne? Alors, tu places l'autocollant très haut, à 30°. Ainsi, on peut dire chaque soir comment était la journée.



NOUS CROYONS EN UN MONDE MEILLEUR

Nous avons huit ans, dix ans ou seize ans,
nous croyons en la vie,
nous voulons que le monde devienne juste.

C'est ce que les Pionniers ont dit sur les marches du ministère de la
Justice, fin août.
Ils ont envoyé leur message au ministre De Clerck.

Au ministre de la Justice De Clerck
A la direction de la gendarmerie

Monsieur,

Signature

"Je veux la paix, je veux le bonheur, pour
tous les enfants du monde. Je ne veux plus
avoir peur." (Rachid, 10 ans)

"Loubna n'a toujours pas été retrouvée. Le
petit Anthony a été retrouvé après deux
semaines. Où est la justice ?" (Bram, 9 ans)
"Tandis que Julie et Mélissa mouraient dans
les caves de Dutroux, nous les lycéens, nous
nous faisons tabasser par la gendarmerie."
(Line, 16 ans)

Deux mois ont passé... et nous voulons
connaître la vérité.

Mais qui cache la vérité? Que veut cacher la
gendarmerie? Que veut cacher la Justice?
Que pensez-vous de tout ce qui s'est passé ?
Que voulez-vous savoir? Que voulez-vous
qu'il se passe?

Posez vos questions, exprimez votre opinion.
Nous vous en donnons l'occasion: écrivez
votre message au ministre de la Justice et à
la direction de la gendarmerie.

Dites-leur ce que vous avez à dire. Vous
pouvez aussi écrire une lettre avec votre
classe, votre maison de jeunes, votre copain,
votre petite amie. Et si vous voulez y ajouter
un dessin, c'est encore mieux.

Envoyez-nous le tout: nous ferons office de
boîte postale. Et nous vous le promettons,
nous en ferons un recueil que nous
transmettrons à la gendarmerie et à la
Justice. Votre message figurera dans un
numéro spécial de Solidaire. Et quand
remettrons-nous tous ces messages à leurs
destinataires? Nous vous le ferons savoir au
plus vite.



ENVOYEZ VOTRE LETTRE À

Opération Boîte Postale "Je veux connaître la vérité"

Solidaire, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél.: 02/513.77.60

Les Pionniers : c'est si bon qu'on n'oublie plus

Les Pionniers, c'est l'atelier pour enfants du PTB. Depuis 20 ans, nous organisons des vacances d'été et des week-ends pour enfants de 6 à 15 ans, de toute la Belgique.

Les enfants y viennent pour se détendre, bouger, s'épanouir. Par le sport, les jeux, la danse, la musique, le théâtre. Les enfants apprennent ce qu'ils veulent. Ils fabriquent des choses, apprennent à s'exprimer, à ce qui ne va pas, à intervenir pour que les choses changent.

A leur manière, en groupe, avec leurs idées, leurs sentiments, les enfants peuvent intervenir contre l'injustice.

Par le jeu et l'activité, les enfants découvrent comment fonctionne le monde et apprennent à exprimer leurs propres expériences et découvertes. Nous sommes solidaires de tous les travailleurs et de tous les pauvres, partout dans le monde.

Notre société n'offre aucun avenir. Nous croyons en une société socialiste, une société où la richesse est répartie entre tous. Seule cette société socialiste pourra supprimer l'injustice, le racisme, la misère, la guerre.

Pour nous, une éducation socialiste signifie: mettre les enfants en contact avec la réalité: la façon dont vivent les ouvriers, les immigrés, les différences de classe, etc.

Tu n'es pas indifférent à tout cela? Alors, tu es le bienvenu chez nous!

Camps d'automne des Pionniers

- Pour tous les enfants de plus de six ans

Camp à Ravels-Poppel (Limbourg)
Du samedi 26 au mardi 29 octobre
Prix: 1.200F

- Pour les Pionniers nés entre 1982 et 1983

Camp d'aventure à Hamoir (près de Liège)

Du samedi 26 au lundi 28 octobre

Prix: 1.200F

La participation est effective dès que votre carte de membre est arrivée.

Le camp est ouvert à tous les enfants de 6 à 15 ans.

Le week-end d'aventure est ouvert à tous les enfants de 6 à 15 ans.

Si vous avez des questions, contactez-nous par téléphone.

Participer au camp comme moniteur, cuisinier, soignant, aide technique... Infos: Pionniers, Pieter Tackstraat 28, 9160 Lokeren. Tél.: 09/349.38.61.

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Téléphone: _____

Date de naissance: _____

Pionniers

souhaite recevoir le texte de base des Pionniers

souhaite recevoir la visite d'un responsable des Pionniers

souhaite des informations sur les groupes régionaux

Nos camps

veux participer au camp d'automne

veux participer au week-end d'aventure à Hamoir

veux participer au camp d'automne comme moniteur / infirmier(ère) / dans l'équipe technique (biffer les mentions inutiles)

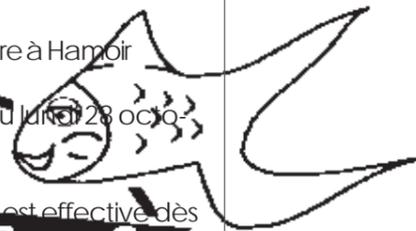
Le p'tit pionnier

veux participer à la rédaction

veux traduire du néerlandais en français

veux faire des photos

Bon à renvoyer à: Pionniers, Pieter Tackstraat 28, 9160 Lokeren.



Pionniers P'TIT PIONNIER

A L'AIDE!

... crient les parents de Julie et Mélissa.

... crient aussi tous les autres parents d'enfants disparus. Ces enfants ne sont pas les seuls à avoir vécu de telles souffrances. Chaque jour, dans le tiers monde, des enfants sont exploités, brutalisés, assassinés. Toutes les deux secondes, meurent une Julie ou une Mélissa. Ces enfants meurent de faim, du manque de médicaments, de la guerre, des brutalités ou sont assassinés. Ils peuvent compter sur nous. Le

30 août, les Pionniers ont mené une action pour soutenir tous les parents d'enfants disparus ou assassinés, partout dans le monde.

Nous nous sommes rassemblés à la Gare centrale de Bruxelles. Tous les enfants pouvaient écrire leurs questions sur une carte. Puis nous nous sommes rendus au Palais de Justice. Toutes les cartes ont été remises, on a lu un poème. Nous avons respecté une minute de silence.



CONTENU

- 1 • A l'aide!
- 2 • En visite en Gambie
- 3 • Au camp
Un mur tout neuf!
- 4 • Nous croyons en un monde meilleur
- 5 • Mots croisés
- 6 • Le village du monde
Poème
- 7 • Les Pionniers, c'est si bon qu'on n'oublie plus!
- 8 • Camps d'automne des Pionniers
• Bon



Hémorragie de l'emploi en Basse-Sambre

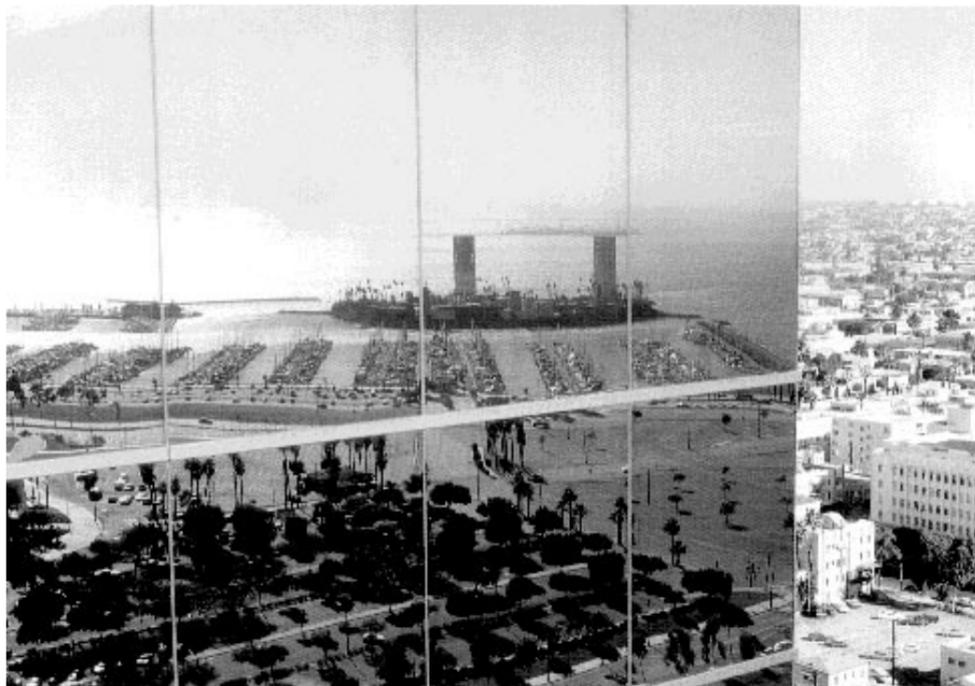
Restructurations aux Glaceries de Saint-Roch et à Solvay

La Basse-Sambre située entre Charleroi et Namur, comprend les communes de Sambreville (Tamines, Auvelais), Jemeppe-sur-Sambre et Floreffe. C'est la seule région industrielle en province de Namur. Spécialisée dans la chimie et la production de verre, elle a été durement touchée par la crise.

Thierry Warmoes

De 1980 à 1992, un tiers des emplois dans l'industrie ont disparu dans la province de Namur. Le nombre total d'emplois a chuté de 12.393 à 10.613 (-14 %). Pour quatre personnes au travail, il y a un chômeur. Et l'hémorragie continue. En août dernier, la dernière "grande" entreprise de Tamines, les Acéries belgo-luxembourgeoises, a été mise en liquidation, entraînant la perte de 84 emplois.

Début octobre à Jemeppe-sur-Sambre, la direction de l'usine de Solvay (où siège notamment le député socialiste Gil Gilles) a annoncé la fermeture d'une de ses deux unités de production de PVC (plastique). 70 emplois disparaîtront selon les modalités prévues par la convention collective : prépension, départs volontaires et reclassement sans perte de salaire ni statut. En 25 ans, l'usine a ainsi vu son nombre d'emplois passer de 2.100 à 1.150, avec l'approba-



Les Glaceries de Saint-Roch à Auvelais exportent leurs verres plats jusqu'en Californie (immeuble aux vitres-miroirs). Depuis 1982, elles ont perdu plus de 2000 emplois.

tion des délégations syndicales. Elles ont néanmoins déposé un préavis de grève "au finish et sans maintien de l'outil", non pour sauver l'emploi, mais pour exiger une augmentation de la capacité de l'unité PVC restante. Après la fermeture de différents départements, les syndicalistes craignent la fermeture de toute l'usine de production de PVC et un transfert d'activités vers d'autres sièges du groupe, en Allemagne ou en France. «Nous voulons maintenir une grande capacité de production pour maintenir l'emploi. Nous ne voulons pas devenir un Couillet bis», déclare Francis Carème, délégué principal FGTB.

Le 3 octobre, les Glaceries de Saint-Roch (groupe Saint-Gobain) à Auvelais ont annoncé

un plan de restructuration, entraînant la perte de 70 emplois, un dixième de l'ensemble, par la prépension ou par des départs avec prime. Les délégations syndicales ont refusé le plan, mais sont en négociation. Depuis 1982, les Glaceries de Saint-Roch ont perdu, par restructurations successives, plus de 2000 emplois. Où s'arrêtera-t-on ?

Une surcapacité de 800.000 tonnes

La direction veut remplacer les contractuels trop âgés par des temporaires et des stagiaires ONEM, moins chers et permettant de suivre les fluctuations du marché. Elle veut placer plus de services en sous-traitance et se débarrasser de ses huit réfecto-

ristes (dont trois délégués), de deux gardiens et de personnel du service technique. Même la sécurité ne compte pas : la direction veut remplacer la dernière ambulance par le service 100 et le taxi !

La direction envisage aussi de mettre "en veilleuse" pour deux mois et demi un des deux fours de verre. Rien que pour l'Europe du Nord, le groupe Saint-Gobain a une surcapacité de 800.000 tonnes. Entre 1989 et 1996, le prix du verre plat a chuté de moitié, suite à une augmentation incontrôlée de la production. Trois nouveaux fours ont été mis en activité en Allemagne de l'Est (par Luxguard), en Tchéquie (Glaverbel) et en Pologne (Saint-Roch). Le risque de délocalisation est donc bien réel.

Poèmes de Bertolt Brecht

G. Van Istendael et le chœur Brecht-Eisler au Centre International

Lieven Soete

Quarante ans après sa mort, Bertolt Brecht (1898-1956) continue à passionner et à intriguer beaucoup de personnes. Parmi elles, Geert Van Istendael, belge néerlandophone, poète, pianiste, publiciste et polémiste, interpelle sans cesse notre conscience collective. En 1994, dans un article remarqué sur Brecht dans la revue *Nieuw Wereldtjdschrift*, il écrit : «Brecht est l'un des plus grands poètes que je connaisse, sinon le plus grand. Il a écrit des phrases sordides, des chansons de rue radicales, de l'art populaire limpide et intelligent.

Son style est accessible, mais difficile, intelligent sans être intellectueliste, sensible sans sensiblerie.»

Brecht n'a jamais voulu produire quelque chose qui recueille immédiatement l'assentiment. Ses oeuvres ne sont pas de celles qu'on écoute ou qu'on regarde avec le cerveau au point mort et les sentiments en exaltation. Cela vaut aussi pour sa poésie. Il rompt le rythme et la rime, juste au moment où on allait fredonner son vers. Il retravaille des chansons religieuses et populaires, mais il faut prendre garde, car souvent il utilise les noms des divinités et des héros comme des insultes. Son but

n'est pas de faire le dur ou la mauvaise tête. Pour Brecht, l'art est un moyen de faire réfléchir et agir. Il ne fait pas sommeiller, mais raisonner le tambour... en le frappant avec le bâton, mais plus souvent avec le pinceau. La plupart des poèmes de Brecht sont destinés à être chantés. Les plus grands compositeurs les ont mis en musique : Hanns Eisler, Kurt Weil, Paul Dessau, Paul Hindemith. Le chœur Brecht-Eisler apporte une interprétation juste de la poésie de Bertolt Brecht. Rendez-vous à l'Apéritif poétique dans le Centre international. Samedi 19 octobre à 16h30.



AGENDA

Charleroi

Vendredi 25 octobre, 19h30

"La démocratisation de l'enseignement à l'épreuve de la crise du capitalisme". Soirée rencontre-discussion avec Nico Hirtt, enseignant, auteur de "L'école sacrifiée" et Jean-Pierre Kerckhofs, enseignant. Maison Pierre Harmignie, 9 rue Léon Bernus, Charleroi. Org. : Appel pour une école démocratique.

Charleroi/Marcinelle

Jedi 17 octobre, 20h

"Lutte contre la prostitution infantile aux Philippines". Rosalinda Duque, vice-présidente de l'organisation philippine Salinlahi et le Dr. Colette Moulaert, pédiatre de MPLP. Maison médicale, rue de la Baboterie 87, Marcinelle. Org. : MPLP. Info : 071/47.64.96.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

16 oct., à 20 h. En français. 100 F.

La démocratisation de l'enseignement à l'épreuve de la crise du capitalisme

Jean-Marie ANSCIAUX (CGSP-Enseignement), Régis DOHOGNE (CSC-Enseignement) et André LACROIX (SEL) s'entretiennent avec Nico HIRT, auteur du livre *L'école sacrifiée*.

18 oct., à 20 h. En fr. & esp. 100 F.

Colombie, nouvelles d'une séquestration

Luis Guillermo PEREZ, avocat de prisonniers politiques colombiens.

19 oct., à 16h30. Entrée libre.

Apéritif Poétique Anthologie de la poésie de Bertolt Brecht

Geert VAN ISTENDAEL présente sa vision et son choix. Le CHOEUR BRECHT-EISLER assure la présentation musicale.

22 oct. A 20 h. En français. 100 F.

Prostitution infantile aux Philippines

Percineta Sanchez et Rosalinda Duque, de l'organisation philippine Salinlahi et Mr Gazan, directeur du CRASC. Centre International, Bd. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Org. : Ligue Anti-impérialiste.

24 oct., à 20 h. En français. 100 F.

Irak, droit international ou arbitraire colonial?

Débat avec Olivier CORTEN, Rabah HAJLAOUI et LUC VANCAUWENBERGE

25 oct., à 20 h. En français. 100 F.

Jeu d'échecs dans la région des Grands Lacs

Colette BRAECKMAN, journaliste au journal *Le Soir* et au *Monde Diplomatique*.

26 oct., à 16h30. Entrée libre.

Apéritif Poétique "Au coeur des quatre à dix-neuf ans"

Présenté par Lucie SPEDE. Musique: Lisa DANGOTTE, flûtiste, et ses élèves.

Le palais royal protège-t-il un Dutroux rwandais ?

Tentatives d'étouffement des graves accusations à l'encontre de Vincent Ntezimana

«Accablant». C'est ainsi que la Chambre du conseil qualifie les preuves contre Vincent Ntezimana. Cet ancien professeur à l'université de Butare et idéologue du génocide rwandais est notamment accusé de l'assassinat de neuf personnes parmi lesquelles des enfants. Pourtant, le procureur a commencé à étouffer l'affaire de manière à peine voilée. Vincent Ntezimana peut-il compter sur des protections dans les milieux proches du Palais ?

Dirk Van Duppen et Tony Busselen

Le 22 juillet, la Chambre du conseil de Bruxelles a confié l'affaire de Vincent Ntezimana, idéologue du génocide rwandais et accusé entre autres du meurtre de neuf personnes, au juge d'instruction de la Cour d'appel. Cette mesure était nécessaire pour que l'affaire puisse être traitée sur le fond devant la Cour d'assises. Mais le procès risqué de ne pas avoir lieu.

Quelques semaines auparavant, le 28 juin, Vincent Ntezimana a été remis en liberté. Le juge d'instruction Vandermeersch s'est dit «très inquiet pour le fonctionnement de la justice» suite à cette libération. Le 18 juin, il a reçu un coup de fil du procureur du roi agissant à la demande du procureur général et suggérant de libérer le prévenu, puisque «le procureur général se préparait à requérir un non-lieu». (1) Vandermeersch s'est



Durant les mois d'avril à juin 1994, un million de Rwandais ont été sauvagement assassinés. Deux ans plus tard, aucun responsable de ce génocide n'a encore été condamné. Au contraire, Vincent Ntezimana, contre qui un dossier accablant a été constitué, vient d'être libéré après 14 mois de détention.

Pétition : Arrêtez les assassins rwandais

Les soussignés

- exigent que tous les Rwandais qui séjournent en Belgique et qui sont accusés de participation au génocide soient arrêtés et extradés au Rwanda pour y être jugés;
- demandent la formation d'une commission d'enquête parlementaire sur la responsabilité des autorités belges et leur complicité avec le régime rwandais au moment de la préparation et de l'exécution du génocide;
- exigent que le gouvernement belge cesse son opposition et son agitation contre le gouvernement rwandais, qu'il cesse tout appui aux forces ethnistes et qu'il offre une aide conséquente à la reconstruction du pays.

Nom Adresse signature

A renvoyer à la Campagne Mille Collines, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

Bon

- Je veux recevoir ... exemplaires de la pétition
- Je veux recevoir ... exemplaires du texte de la pétition ainsi qu'une liste de propositions concrètes de solidarité avec le nouveau Rwanda.
- Je veux devenir parrain / marraine d'un enfant rwandais
- Je désire plus d'informations. Envoyez-moi les numéros suivants de Solidarité Internationale sur le Rwanda (port non compris)
 - mai 1995 «Le génocide au Rwanda, le vrai visage de l'impérialisme (150 BF)
 - nov. 1996 «Le Rwanda exige justice» (160 F)

Nom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Téléphone :

A renvoyer au secrétariat national de la campagne Mille Collines, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél.: 02/513 53 86.

inquiété de cette évolution. Le prévenu était en effet en prison depuis 14 mois. Le parquet avait confirmé chaque mois la mesure de détention, malgré les procédures en appel de la défense de Ntezimana contre sa détention préventive. Aujourd'hui, le parquet change soudain d'attitude, sans qu'aucun nouvel élément ne soit intervenu.

En outre, le ministère public semble avoir reçu l'ordre d'en haut de déclarer l'accusation non fondée. *La Libre Belgique* cite à ce propos, le procureur du roi Verhelst qui a confirmé, lors de la séance de la Chambre du conseil, qu'il plaiderait le non-lieu, contre sa conviction, parce qu'on l'y avait «obligé».

Il est clair que Vincent Ntezimana bénéficie de la protection de personnes haut placées. Certains disent qu'il est protégé par le Palais royal. Il serait membre du même mouvement charismatique que feu le roi Baudouin et l'ancien président rwandais Habyarimana, organisateur du génocide. Jean Pascal Van Ypersele de Strihou, parent du chef du cabinet d'Albert II et professeur à Louvain-la-Neuve, prend ouvertement fait et cause pour Ntezimana. A plusieurs reprises, Van Ypersele a dénoncé la procédure judiciaire contre Ntezimana comme «une erreur judiciaire».

Les survivants rwandais exigent que la vérité soit connue

Alors qu'Albert II reçoit au palais les parents de Julie et Mélissa, d'An et Eefje et des autres enfants assassinés et enlevés et prononce des paroles lénifiantes, son entourage et les plus hautes instances judiciaires orchestrent une im-

Manif à la basilique de Koekelberg le 1er novembre

Dans les salles sous la basilique se tiennent des réunions organisées par des Rwandais soupçonnés de participation au génocide. Ceci témoigne de la liberté dont bénéficient les assassins rwandais en Belgique. Pour protester contre cette complicité, la campagne Mille Collines organise une action de

protestation le 1er novembre devant l'entrée de cette église. Avec témoignages, djembé, chants de protestation, évocation artistique.

Nous nous rassemblerons à 9h30 devant l'entrée latérale, avenue Charles V. L'action durera jusque 11 heures.

mense opération d'étouffement du génocide rwandais. Durant ce génocide, des dizaines de milliers d'enfants ont été assassinés, torturés, mutilés de la manière la plus cruelle. Ce génocide a été perpétré sous la direction du régime rwandais qui durant trente ans était l'enfant gâté des gouvernements belges successifs et du Palais.

La classe dominante cherche convulsivement à cacher ses

responsabilités dans le génocide rwandais. Tout comme dans l'affaire des fillettes assassinées en Belgique, elle ne cédera que devant une mobilisation de l'opinion publique.

Le Parti du Travail soutient dès lors pleinement la pétition pour l'arrestation des assassins rwandais résidant en Belgique (voir encadré).

1. *La Libre Belgique*, 28 juin 1996.

Devenez parrain ou marraine d'un enfant rwandais

Dans la commune de Runda, de nombreux orphelins reçoivent des soins médicaux, des vêtements, une aide pour leurs frais scolaires... grâce à une campagne de parrainage. Vous aussi vous pouvez devenir parrain ou marraine d'un enfant en versant chaque mois 1.000 F sur le compte de la campagne Mille Collines. Vous pouvez éventuellement aussi partager

cette somme avec une autre personne. Une partie de l'argent est directement versé aux enfants et à leurs accompagnateurs. Une part importante est consacrée à la reconstruction de la communauté. Les parrains et marraines reçoivent une photo de leur filleul et sont tenus au courant par une lettre d'information.

Témoignages accablants à charge de Vincent Ntezimana

Les accusations de la Chambre du conseil contre l'idéologue du génocide rwandais

Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'ordonnance du 22 juillet de la Chambre du conseil du tribunal de Bruxelles.* Elle révèle la gravité des accusations portées contre Vincent Ntezimana, des accusations soutenues par des témoignages importants. Le «caractère accablant» de ces témoignages y est souligné.

Dirk Van Duppen en Tony Busselen

«Ordonnance du 22 juillet 1996 de transmission des pièces au procureur général de la Cour d'appel rendue par la Chambre du conseil du tribunal de Bruxelles.

Nous, vice-président, juge unique, formant la 40e chambre du tribunal de première instance de Bruxelles;

....

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de X; inculpé d'avoir, dans la préfecture de Butare au Rwanda entre le 6 avril et le 27 mai 1994, les faits relevant de la compétence territoriale des juridictions belges par l'application de l'article 7 de la loi du 16 juin 1993; commis les infractions graves énumérées ci-après...

pour avoir donné des instructions pour commettre le crime, pour avoir, avec connaissance, aidé ou assisté les auteurs du crime dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, ou dans ceux qui l'ont consommé,

A) volontairement, avec intention de donner la mort et avec préméditation, commis un homicide sur la personne de Pierre-Claver Karezi... sur la personne d'Alphonsine Mukamsoni... sur la personne de Marie-Claire Karezezi... sur la personne de Nicole Nduwumwe

B) pour avoir exécuté l'infraction ou coopéré directement à son exécution; volontairement, avec l'intention de donner la mort, commis un homicide sur la personne d'un jeune homme non identifié

C) ayant connaissance des faits commençant l'exécution d'un homicide intentionnel sur la personne d'une jeune fille blessée, non identifiée, omis d'agir dans les limites de sa possibilité d'action pour en empêcher la consommation ou y mettre fin;

...

Attendu que dans son arrêt du 3 janvier 1996, la Chambre des mises en accusation a relevé le caractère accablant des nombreux témoignages recueillis au cours de l'instruction; que dans celui du 6 mars 1996, elle précise que les "attestations de moralité de l'inculpé ne sont pas de nature à énerver la teneur et la crédibilité des témoignages accablants";

Attendu qu'au stade actuel de la procédure, aucun élément nouveau ne permet d'énerver les motivations de la Cour d'appel et de conclure qu'aucune charge ne peut être retenue à l'encontre de l'inculpé;

1. Attendu que l'inculpé est fortement soupçonné d'avoir participé à l'élaboration de listes comportant les noms de professeurs tutsis et de hutus modérés; que divers témoignages tendent à accréditer la thèse selon laquelle ces listes n'étaient pas destinées à l'évacuation de personnes en danger mais étaient, en réalité, dressées dans le but de répertorier des personnes à éliminer et considérées comme des "ennemis de la nation"; que ces listes ont été transmises par l'inculpé au vice-recteur de l'université (ce dernier étant considéré par plusieurs témoins comme l'un des responsables du génocide); que plusieurs personnes font état de ce que de nombreuses personnes ont été tuées sur base de ces listes; qu'il échet de relever que Karezi Pierre-Claver, professeur à l'université nationale du Rwanda, Tutsi, originaire de Cyanguu, tué le 21 avril 1994, figurait sur ces listes ainsi que sa famille;

2. Attendu que l'inculpé est fortement soupçonné d'avoir participé à la "sécurité civile" du quartier de Buye à Butare et à des rondes dont le but était de faire des barrages sur les routes et de massacrer systématiquement les Tutsis après vérification de leur carte d'identité;

3. Attendu qu'il ressort du carnet de notes de mademoiselle Umugwaneza Yvette les éléments suivants :

- Elle déclare que les militaires ont demandé à madame Karezi Mukamsoni Alphonsine quel voisin pouvait confirmer qu'elle n'était pas une inyenzi;

- elle ajoute que Madame Karezi a répondu : "Monsieur Vincent de l'université";

- elle affirme qu'elle a entendu un militaire poser au téléphone la question de savoir si Madame Karezi était une inyenzi et qu'après le coup de téléphone, le militaire a dit que Vincent avait confirmé qu'elle était une inyenzi;

- elle précise que Madame Karezi a été tuée au tir de deux balles;

Attendu que lors de son interrogatoire Monsieur Vincent Ntezimana déclare qu'il était "le seul prénommé Vincent dans le voisinage de Karezi"

Attendu que selon la déclaration de Rudodo Alfred, l'inculpé serait responsable de la mort de la famille Karezi

4. Attendu qu'il ressort de la déclaration de Madame Mutirende Bernadette les éléments suivants :

- lors de son audition, elle reconnaît formellement sur photo l'inculpé;

- elle déclare que fin avril, début



mai, alors qu'elle était dans sa maison dans le quartier de Buye, elle a vu un ou deux militaires passer avec l'inculpé qu'elle a parfaitement reconnu;

- elle affirme avoir personnellement vu l'inculpé pointer du doigt la maison de Nduwumwe Victor; que le ou les militaires sont entrés dans la maison de Victor tandis que l'inculpé restait dehors; et qu'environ cinq minutes plus tard elle a entendu six coups de feu;

5. Attendu que l'inculpé dans une déclaration faite le 11 mai 1995 révèle les faits suivants :

- dans la première quinzaine du mois de mai 1994, en rentrant chez lui, il a découvert une jeune fille agonisante dans le jardin;

- il ajoute que Nkuyubwatsi Innocent est arrivé et a achevé la jeune fille d'un coup de couteau;

- il affirme qu'il ne pouvait rien faire de peur de représailles et du fait qu'il cachait des tutsis;

Attendu qu'il ressort du dossier que Nkuyubwatsi était hébergé par l'inculpé;

6. Attendu que l'inculpé a révélé aux enquêteurs le meurtre d'un jeune homme à une barrière mais nie toute implication;

Attendu qu'il ressort de la déclaration de Monsieur Valois Jean-Marie Vianney les éléments suivants :

- il affirme avoir été témoin du meurtre d'un jeune homme accusé d'être un inkontanyi;

- il déclare qu'il était avec l'inculpé et Rubasingwa Longin, qu'ils sont

arrivés à une barrière où se trouvait un jeune homme qui a été arrêté par des militaires, déshabillé, molesté;

- il ajoute que l'inculpé "a frappé le jeune homme à coups de pieds, de poings et de toutes les façons, avant que Nkuyubwatsi Innocent ne porte à la victime des coups de crosse sur la tête jusqu'à ce que mort s'en suive";

- il précise que l'inculpé a participé à l'évacuation du cadavre;

7. Attendu que l'inculpé est fortement soupçonné d'avoir participé à la rédaction des documents intitulés "Appel à la conscience des Bahutus" et "Voici les dix commandements" (*);

Attendu que Monsieur Bonfils Safari déclare que l'inculpé a rédigé l'appel des Bahutus avec les nommés Ngaboyamahina Papias et Ruhigira Désiré;

Attendu que Madame Lecerf, dactylographe au magasin "Copy Fax" reconnaît formellement l'inculpé comme étant la personne qui lui a demandé de dactylographier les documents cités ci-dessus;

8. Attendu que de nombreuses déclarations font état des "idées politiques extrémistes" défendues par l'inculpé;

9. Attendu que de nombreux témoins relèvent les relations fréquentes et amicales entre l'inculpé et le capitaine Nizeyimana qui serait suspecté d'avoir eu une participation active dans le génocide;

10. Attendu qu'il ressort du dos-

sier que l'inculpé a signé avec Monsieur Rutayisire J. Népomucène le 25 avril 1994 une lettre adressée au Commandant de Place de Butare sollicitant l'apprentissage au tir à l'arme à feu "compte tenu du fait que les efforts des Forces Armées Rwandaises dans la situation actuelle méritent un appui concret et considérable de la population civile pour barrer la route à l'ennemi"

...

Ordonnons que la présente ordonnance avec les pièces de la procédure en ce compris le procès-verbal constatant le corps de délit et un état des pièces servant à conviction, seront transmis, sans délai, à Monsieur le Procureur général près la Cour d'appel, séant à Bruxelles...

(*) Nous citons quelques-uns de ces commandements : «1. est traître tout Muhutu qui épouse une Mututsikazi, qui fait d'une Mututsikazi sa concubine, qui fait d'une Mututsikazi sa secrétaire ou sa protégée. ... 4. Tout Muhutu doit savoir que tout Mututsi est malhonnête dans les affaires. Il ne vise que la suprématie de son ethnie. ... 8. Les Bahutu doivent cesser d'avoir pitié des Batutsi. ... 10. Est traître tout Muhutu qui persécutera son frère Muhutu pour avoir lu, diffusé et enseigné cette idéologie.»

* Le texte intégral a été publié dans le Journal des procès, 20 septembre 1996.

«Ces élections ont approfondi les crises économique et politique»

Les communistes soviétiques font le bilan du combat Ziouganov-Eltsine

Les élections présidentielles russes n'ont apporté aucun soulagement à la population mais elles ont aggravé sa situation déjà fort pénible. La crise générale de la Russie commence à se transformer en catastrophe. Beaucoup de Russes en sont venus à la conclusion que la restauration du capitalisme n'est pas possible dans un pays qui a bâti le socialisme pendant 70 ans. Cette restauration engendre des cataclysmes sociaux d'une dimension imprévisible.

Nina Andreeva (1)

Les milliards drainés du maigre budget russe vers les shows électoraux ont encore multiplié les retards de paiement des salaires, non seulement dans l'industrie mais aussi dans l'armée, la justice, les institutions scientifiques, médicales et pédagogiques. La population, pillée, réduite à la mendicité dans une série de régions, a même perdu les subsides pour les enterrements. Les habitants sont condamnés à être enterrés dans des fosses communes. La moitié de la population ne mange pas à sa faim. Le cas des réfugiés des anciennes républiques soviétiques est le plus dramatique.

Le chaos dans l'économie, l'arbitraire dans la justice et la politique, sont devenus les caractères fondamentaux de la "Russie démocratique". Le gouvernement ne parvient pas à percevoir la moitié des impôts. Les entreprises en faillite ne sont pas seules à ne plus payer. C'est également le cas des 70 groupes et firmes financières et industrielles qui vivent de l'exportation. Ils doivent à l'Etat plus de 35 milliards de roubles. Une somme qui permettrait de payer les retards de salaires et de pensions.

Deux alternatives pour un Eltsine moribond

Les démocrates, qui ont désigné un "cadavre vivant" comme président, ont perdu toute autorité dans le pays. Aujourd'hui, la contre-révolution bourgeoise d'Eltsine est un fruit amer qu'on ne peut avaler, mais qu'on a peur de cracher. L'élite dominante se pose la question : comment liquider cet alcoolique dégénéré, "garant" de la réforme bourgeoise, tout en continuant à plaire au Fonds Monétaire International (FMI). Autour de la place vacante du président, les milieux gouvernementaux sont empêtrés dans de sordides querelles.

Une "opposition de droite" en formation se présente comme la planche de salut du régime. Le général "pacificateur" Lebed a révélé sa vocation présidentielle aux magazines allemands *Stern* et *Der Spiegel*. La revue *Zavtra* rapporte que cette tendance jouirait du soutien d'influents politiciens américains, allemands et japonais, ainsi que de magnats financiers, qui rêvent d'un démem-

brement de la Russie.

Dans le système politique bipartite en formation, la seconde planche de salut a déjà été constituée sous la bannière de l'Union Populaire Patriotique de la Russie (UPPR). Son leader, Ziouganov, qui a subi une défaite aux élections présidentielles, continue les pourparlers avec Tchernomyrdine en vue de participer au gouvernement contre-révolutionnaire.

A la rescousse de la restauration capitaliste

Ziouganov a garanti la réélection de Tchernomyrdine au poste de Premier ministre et l'un de ses adeptes, Amman Touleyev, est devenu ministre. La *Pravda* — enthousiaste — écrit que «pour la première fois en cinq ans, un communiste est apparu dans le gouvernement russe, et pas un ancien communiste...» Touleyev a déclaré à l'occasion de sa nomination qu'il «a toujours été adversaire de toutes ces grèves, (qui) ne peuvent que nuire à notre Russie». Les médias vendus au gouvernement continuent néanmoins à tromper les petits-bourgeois crédules en présentant Ziouganov et Touleyev comme les principaux communistes de la Russie.

On continue aussi à appeler "communistes", les leaders de l'actuel parlementarisme bourgeois russe, G. Selezniou, président de la Douma et E. Stroiou, président du Conseil des Fédérations et ancien membre du Bureau Politique de l'ancien Parti Communiste de l'Union Soviétique. La nomenclatura du PCUS vient de



Le groupe "La Russie travailleuse" de Victor Anpilov défile sous les slogans : «Dissolution de l'Otan» et «Honnêteté et Justice vaincra». (Photo Aydinlik - Turquie)

plus en plus à la rescousse de la restauration du capitalisme en Russie.

Des cadres du PCFR critiquent Ziouganov

Dans leur "Déclaration de janvier aux communistes de Russie", les militants du Parti Communiste de la Fédération de Russie (PCFR) de Yaroslavl indiquaient à juste titre que «Ziouganov révisé le marxisme-léninisme dans toutes ses positions fondamentales et, en fait, rompt totalement avec celles-ci. Tout comme Eltsine, il effraie les travailleurs par la guerre civile. Ziouganov essaie d'exclure toute forme violente de lutte des travailleurs contre la violence des exploités actuels. Il remplace les thèses marxistes de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets des travailleurs par la

formule bourgeoise de "pouvoir du peuple" à forme parlementaire. Par l'idée de la "paix civile", Ziouganov réanime en fait la politique d'Eltsine de la "conciliation civile". Ziouganov nie que la question nationale doit toujours être envisagée à partir d'une analyse de classe. Ziouganov pose en fait une bombe à retardement sous l'idée de la reconstitution volontaire de l'URSS... En réalité Ziouganov n'est ni communiste, ni patriote russe. Il est le cheval de Troie de la bourgeoisie nationale et internationale dans le mouvement communiste et patriotique.»

Les auteurs de cette déclaration s'inquiétaient de l'exode des communistes qui commençait à toucher le PCFR et proposaient de fonder à sa place un nouveau parti, d'orientation marxiste-léniniste. Après la publication des résultats des élections présidentielles, l'exode des communistes s'est encore

accru au sein du PCFR. La critique de la campagne de Ziouganov s'est approfondie et durcie. Une lettre récente de cinq cadres du PCFR de la capitale accuse Ziouganov de défendre les intérêts de l'ultra-impérialisme américain : «Ayant fait une carrière rapide dans les années 80 au CC du PCUS, sous la direction de Jakovlev, et étant arrivé au sommet du parti communiste russe, Ziouganov n'est pas pour autant devenu communiste. Il s'est toujours distancié de la lutte des masses populaires... Récemment, Ziouganov a déclaré que l'idéologie de l'Union Populaire Patriotique de la Russie serait le patriotisme national russe, la spiritualité et la foi orthodoxe. Au sein du PCFR, les germes d'une scission de principe ont mûri. Comme dans le cas de Gorbatchev, le coupable n'est autre, à nouveau, que... le président du Comité central. Le parti communiste ne peut être présidé par un homme dont l'idéologie est étrangère au communisme, un libéral-chrétien qui, de surcroît, n'a pas les aptitudes d'un homme d'Etat. Si Ziouganov reste leader du parti, les conséquences pourraient être graves pour le PCFR... Ses membres ne doivent pas admettre d'être trahis une seconde fois par leur dirigeant.»

Le Parti Communiste Ouvrier de Russie en crise

A l'issue des élections présidentielles, une des questions était de savoir si la défaite de Ziouganov était inévitable. Selon le Parti



Victor Anpilov



Nina Andreeva



Victor Tioulkine (photos Aydinlik)

Communiste Ouvrier de Russie, «Ziouganov ou plutôt la direction du PCFR ne se préparait pas à gagner la campagne... Si Ziouganov avait gagné, il aurait dû démontrer son communisme dans l'exercice du pouvoir. Ce parti pouvait-il le démontrer ? Non, évidemment, il se serait démasqué.» (Messages du CC du PCOR, n°13).

Mais pour certains, il était important que le PCFR présente l'image d'un parti communiste. C'est le cas, souligne la presse du PCOR «du capitalisme international. Il a besoin en Russie d'un parti bourgeois dans les faits — ou au mieux social-démocrate — se nommant communiste. On ne peut imaginer mieux dans un pays où régnait l'idéologie communiste jusqu'à un passé récent. L'existence du PCFR en Russie empêche précisément la naissance d'un mouvement communiste puissant, basé sur des positions marxistes-léninistes... Le PCFR est nécessaire pour tenir les partis vraiment communistes à l'écart. C'est-à-dire pour liquider le mouvement communiste.»

Mais si la défaite de Ziouganov dans la course présidentielle était clairement prévue, les communistes devaient-ils soutenir Ziouganov ? Car «pratiquement tous les membres du PCOR ont voté pour Ziouganov, le considérant comme un moindre mal.»

Dans le même message du PCOR, nous lisons que la passion de la campagne présidentielle «ne pouvait qu'entraîner une crise au sein du PCOR, menacer l'unité dans les rangs du parti et même mener à la scission.» Le parti s'est pratiquement divisé en «adeptes de Tioulkine» et «adeptes d'Anpilov». Beaucoup de gens estiment que la raison de la scission réside dans la décision du PCOR de soutenir Ziouganov comme candidat unique des partis de gauche. Mais il peut y avoir une raison plus profonde à la scission actuelle dans le PCOR : les tentatives d'Elsine et Ziouganov d'affaiblir le parti le plus fort et le plus influent du Roscomsoyous (2) en y développant artificiellement des querelles internes.

Oui, il fallait boycotter

Le Front Uni des Travailleurs (OFT) ou, plus exactement, ses organisations de Moscou et d'As-trakan, ont analysé autrement la participation électorale des partis du Roscomsoyous : «Les élections ont opposé les communistes et les



Manifestation à Moscou, en mai 1996 : «Vive Staline !» (photo Aydinlik)

faux communistes. Elles ont donné aux travailleurs l'occasion de discerner qui est qui... Les communistes ont appelé la classe ouvrière à ne pas participer aux élections présidentielles étant donné que chaque président est choisi par la bourgeoisie en vertu de ses propres intérêts... Nous avons proposé à tout le mouvement de gauche russe de refuser en bloc de participer aux élections, d'arriver ainsi à une unité d'action et de s'unir aussi sur les autres questions brûlantes du moment. La défaite de Ziouganov est une victoire petite, mais significative, pour ceux qui ont oeuvré à préserver le mouvement communiste d'un discrédit stratégique.» (*Que Faire*, 110)

A propos d'Anpilov

De tous les partis de la Roscomsoyous, seul le Parti Communiste des Bolcheviks de l'Union Soviétique a pris une position similaire dans la question de la participation

aux élections présidentielles. En même temps, le PCBUS ne partage pas certains points de vue du Front Uni des Travailleurs. Nous ne sommes pas d'accord d'identifier la campagne de Ziouganov à celle d'Anpilov. Ils sont diamétralement opposés. Anpilov est un communiste, un prolétaire révolutionnaire, un publiciste de talent, un organisateur habile, un homme des masses.

Même ceux qui le critiquent maintenant avouent qu'Anpilov est «un tribun populaire, qu'il a entraîné des milliers de gens dans les manifestations, qu'il se trouvait à la Maison Blanche en 1993 en tant que secrétaire du CC du PCOR, qu'il a organisé l'édition du journal *Molnia*, qu'il était prisonnier dans la "Matroskaya Tichina", qu'il est président de la "Russie Travailleuse"» (Messages du CC du PCOR, n° 3). V. Anpilov n'a pas été atteint par l'antistalinisme et l'anarcho-syndicalisme dont le PCOR a fort souffert à ses débuts.

L'autorité d'Anpilov dans le mouvement communiste international et dans les mouvements de libération nationale est très grande. Il s'est révélé un lutteur ferme, courageux, plein d'abnégation, défendant la cause du socialisme. Ce sont des qualités dont manquent les politiciens russes aujourd'hui.

Rectifions nos erreurs et faiblesses

Le Parti Communiste des Bolcheviks de l'Union Soviétique accepte la critique du journal *Molnia* (n°17) selon laquelle «le PCBUS produit des analyses marxistes-léninistes profondes sur les problèmes de la Russie mais s'est éloigné de la pratique quotidienne de la lutte». En effet, notre parti traverse une phase de croissance et souffre d'un manque aigu de bons organisateurs et propagandistes. Ceci entraîne aussi un sérieux

retard dans notre travail pratique et politique parmi les masses. On ne peut vaincre en une fois ce retard dans le mouvement communiste. Il faut des efforts collectifs de tous les partis, dont chacun a sa base sociale et ses priorités dans le travail.

Selon nous, en progressant vers l'unité, Roscomsoyous doit constamment renforcer la coopération entre les partis et les mouvements qui le constituent, et élargir sa composition. Selon nous, le nouveau parti fondé par les partisans d'Anpilov doit y adhérer, quel que soit le nom adopté à son congrès de fondation. Ici, aucune discrimination pour des considérations liées à la conjoncture ou à des confrontations passées n'est acceptable. Les représentants du Parti de la Campagne et des Ouvriers de Russie (PCOR-2), qui a accumulé des bonnes expériences dans le travail avec les collectifs de travail et la défense des intérêts des travailleurs de divers secteurs, doivent également travailler dans le corps de Roscomsoyous. Cela vaut évidemment aussi pour "Russie Travailleuse", le Front Uni des Travailleurs (OFT) et d'autres organisations de nature prolétarienne.

La conclusion à tirer de ces élections

Le crétinisme parlementaire au sommet et les illusions parlementaires et présidentielles parmi les masses ont pris de fameux coups. La contre-révolution bourgeoise a enseigné, mieux que quiconque, les leçons pratiques de la lutte des classes aux masses paupérisées et exploitées. De plus en plus, on comprend qu'il ne faut pas se suicider une grenade à main ou en se jetant dans le puits d'une mine, mais se dresser pour la lutte sous le drapeau rouge du pouvoir des Soviets. Il est temps de réaliser que seule la dictature du prolétariat et le socialisme peuvent sauver la Russie et son peuple de la mort. Tout le reste émane des mensonges doucereux et de l'hypocrisie des nouveaux riches et de leurs services de propagande.

1. Nina Andreeva, Secrétaire générale du CC de PCBUS. Leningrad, 24 septembre 1996 (Texte abrégé, intertitres de la rédaction)

2. Groupement des partis communistes révolutionnaires russes qui regroupe, entre autres, le Parti Communiste des Bolcheviks de l'Union soviétique (PCBU) et le Parti Communiste Ouvrier de Russie (PCOR)

L'ex-Union soviétique de 1991 à 1996 : une étude incontournable pour comprendre l'avenir

Le dernier numéro d'*Etudes marxistes* compte 128 pages exclusivement consacrés à l'évolution de l'ex-Union soviétique de 1991 à 1996.

Les nombreux faits et chiffres indiscutables qui y sont consignés, vous feront mieux comprendre l'incessant lavage de cerveau auquel nous sommes soumis. Déjà en 1993, Nina Andreeva parlait d'un génocide. De nombreuses preuves à l'appui, la revue montre comment des centaines de milliers de Soviétiques ont été littéralement sacrifiés sur l'autel de la restauration capitaliste. Les articles montrent le caractère maffieux et fasciste du régime

d'Elsine, porté et maintenu au pouvoir grâce aux efforts américains. Ils analysent également l'entente tacite entre Eltsine et Jirinovski, puis entre Eltsine et Lebed. La nature de Lebed est bien dévoilée dans le dernier chapitre et sa récente visite à l'Otan, à Bruxelles, confirme ce qui est écrit. *Etudes Marxistes* publie des extraits de document rédigés par Tioulkine et par Nina Andreeva, qui analysent la politique de Ziouganov et la guerre en Tchétchénie.

Dans une contribution, Ludo Martens montre que la guerre en Tchétchénie est injuste et criminelle des deux côtés; certaines

organisations communistes qui soutiennent la prétendue "lutte pour l'autodétermination de la Tchétchénie" font le jeu de l'impérialisme américain. L'enjeu de cette guerre : le pétrole de la mer Caspienne dont l'impérialisme veut s'emparer.

Dans une autre contribution, Jef Bossuyt étudie l'évolution de la restauration capitaliste, depuis le capitalisme maffieux jusqu'à la formation d'un capitalisme monopoliste d'État, formation à laquelle nous assistons aujourd'hui. Ce numéro est un *must* pour tout intellectuel, pour tout syndicaliste. Conseillez-le à vos amis et connaissances.

Bon

o Envoyez-moi *Etudes Marxistes*, "L'ex-Union soviétique de 1991 à 1996"

o Je verse 220 FB (40 FF) sur le compte 001-2433847-96, INEM, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

o Je paie par mandat international au profit du compte 000-1666959-14, Solidaire, Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, Belgique.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Commune : _____

Profession : _____

A 14 ans, un lycéen coréen devint un révolutionnaire

Le 17 octobre 1926, Kim Il Sung a fondé l'Union pour Abattre l'Impérialisme

Le 17 octobre, il y aura septante ans que dans le district de Huadian, en Chine, un jeune élève coréen a fondé, avec huit copains, l'Union pour abattre l'impérialisme. Cette organisation s'était donnée l'objectif grandiose de libérer la Corée du joug colonial japonais. C'est ainsi qu'avait commencé l'activité politique du camarade Kim Il Sung.

Ludo Martens

J'ai lu l'histoire émouvante de cette organisation de jeunes lycéens téméraires, agités par de grands rêves, dans le premier tome de l'ouvrage "A travers le siècle" que le camarade Kim Il Sung m'a dédié le 30 juin 1994, huit jours avant son décès inopiné. C'est un livre qui peut émouvoir le cœur de tout jeune révolté, qu'il vive en Asie ou en Europe, en Afrique ou en Amérique.

En le lisant, on imagine clairement ce jeune garçon de 14 ans, amenant en secret un exemplaire du *Manifeste Communiste* à l'école. Ses copains se l'arrachent. Jusqu'à ce qu'un élève, en train de lire en cachette ce livre révolutionnaire interdit, se fasse attraper par le prof d'histoire.

Cela se passait en 1926 mais cela peut se passer aujourd'hui dans n'importe quel coin du monde. Le *Manifeste Communiste* de Marx et Engels, *L'Etat et la Révolution* de Lénine, *Les Principes du Léninisme* de Staline sont toujours de la littérature maudite pour la bourgeoisie. Aujourd'hui, à la répression s'est ajoutée une intoxication et une diffamation systématiques contre la littérature marxiste.

Dans le monde entier, des jeunes



So Sang Jun était un jeune combattant lorsque les Etats-Unis ont ravagé la Corée de 1950 à 1953. Dans une tranchée en flammes, il a écrit dans son carnet : «Je deviendrais bâtisseur après la victoire.» Après la guerre, il est devenu bâtisseur et il appelle aujourd'hui la jeunesse à défendre jusqu'au bout les réalisations du socialisme en Corée.

de 14 ans continuent à lire la littérature révolutionnaire interdite et dénigrée. Tous pourraient reprendre les paroles que le jeune Kim Il Sung prononça en 1926 : «Quand les impérialistes japonais



Kim Il Sung en 1927, un an après avoir fondé l'Union pour abattre l'impérialisme.

calomnient haineusement les idées communistes et les nationalistes coréens repoussent le socialisme, il ne faut pas qu'en entendant les riches médire du socialisme, nous autres, fils d'ouvriers et de paysans, nous critiquions sans raison le communisme, sans même savoir ce qu'il a à offrir. Pour devenir un véritable partisan du mouvement pour l'indépendance, un authentique patriote, il faut étudier assidûment le marxisme-léninisme.»

Le jeune Kim Il Sung avait le bonheur d'avoir un père révolutionnaire qui lui avait toujours dit : «Ayez beaucoup de camarades et choisissez-les bien.» Le jeune lycéen a toujours cherché à gagner davantage de camarades susceptibles de partager ses vues. C'est ainsi qu'avec huit compagnons, le 17 octobre 1926, il fit le serment de donner son corps et son sang pour la révolution. Il fonda l'Union pour Abattre l'Impérialisme, dans le but de libérer la Corée de l'occupant japonais et de fonder

une nouvelle société indépendante et socialiste. Rêve de jeunesse grandiose, qui se réalisa grâce à des décennies de travail et de lutte héroïques.

La jeunesse révolutionnaire a toujours besoin de grands rêves, d'un noble idéal, d'ardeur au travail et d'une confiance inébranlable dans la victoire finale du socialisme et du communisme. Je me rappellerai toujours que, lorsque j'ai remis un exemplaire de mon livre, "Un autre regard sur Staline", au camarade Kim Il Sung, celui-ci évoqua un épisode particulièrement difficile de sa vie. En 1939, le camarade Staline avait conclu un pacte de non-agression avec le Japon, pacte qui a finalement épargné à l'Union soviétique une guerre sur deux fronts, contre l'Allemagne à l'Ouest et le Japon à l'Est. Mais des capitulards coréens disaient : «Staline se réconcilie avec l'impérialisme japonais, nous, les révolutionnaires coréens ne sommes qu'une goutte dans un océan.»

Alors Kim Il Sung déclara : «Que les lâches s'en aillent librement. Nous, nous ne laisserons jamais tomber notre drapeau rouge !»

Cette même détermination inspire aujourd'hui la jeunesse et tout le peuple de la République Populaire Démocratique de Corée. Des inondations l'ont gravement frappée ces deux dernières années. Les impérialistes se sont réjouis de ces malheurs et ont refusé d'accorder l'aide alimentaire que le sens humanitaire le plus élémentaire impose. Nous voyons avec admiration que la jeunesse coréenne se trouve en première ligne pour vaincre ces terribles difficultés, en comptant essentiellement sur les forces des masses populaires coréennes.

Nous sommes convaincus, cher camarade Kim Jong Il, que vous continuerez dignement le travail entamé il y a 70 ans, par le camarade Kim Il Sung.

(Lettre envoyée le 10 octobre au camarade Kim Jong Il, dirigeant du Parti du Travail de Corée)

La jeunesse est l'avenir du socialisme

Une déclaration de Kim Jong Il, dirigeant du Parti du Travail de Corée

«Le mot d'ordre "aimez l'avenir" était le credo révolutionnaire du camarade Kim Il Sung. Il a consacré toute sa vie à préparer le futur avec une ferme confiance en l'avenir et en celui de la révolution. Si l'oeuvre socialiste a connu des vicissitudes et a échoué dans certains pays jadis engagés dans l'édification du socialisme, c'est dans une grande mesure parce qu'on y a négligé et délaissé la formation de la jeunesse. Par conséquent, les générations se sont

succédées et celles qui devaient continuer la révolution à la place des premières et deuxièmes générations n'étaient pas bien préparées. Le drapeau rouge de notre parti est teint du sang de nos jeunes gens. Une fidélité sans bornes au parti et à sa direction, un esprit de dévouement total à la patrie et au peuple, la loyauté envers les aînés révolutionnaires et les camarades, un fort esprit d'organisation et de discipline, l'assiduité et la simplicité : voilà

les traits caractéristiques des jeunes Coréens.

Tous nos jeunes doivent se former plus solidement comme jeune avant-garde du parti et comme continuateurs de notre révolution. Le sort du socialisme est lié à celui du pays, du peuple et de la jeunesse. Les jeunes doivent redoubler de vigilance face aux tentatives de pénétration des courants antisocialistes et du mode de vie bourgeois. Ils doivent les rejeter catégoriquement,

défendre et sauvegarder l'idéal du socialisme et notre régime socialiste contre les calomnies, les diffamations et les manoeuvres de désagréations et de subversion des ennemis.

Notre parti appelle les jeunes à prendre la tête de la lutte pour imprimer un nouvel essor à la construction du socialisme. Défendre la patrie socialiste est le devoir le plus sublime et l'honneur le plus insigne des jeunes.

Les jeunes doivent être dotés de qualités morales. Ils doivent se forger en hommes et femmes de valeur, maîtrisant les sciences et les techniques modernes.

Le mouvement de la jeunesse de notre pays est étroitement lié au mouvement de la jeunesse progressiste du monde. L'Union de la jeunesse de Corée doit promouvoir la solidarité et la coopération avec les jeunes progressistes du monde.» (27 août 1996, extraits)

Rosario, violée aux Philippines

En visite en Belgique : des témoins de l'exploitation sexuelle dans le tiers monde

Rita Vanobberghen a travaillé pendant plus de huit ans comme médecin aux Philippines. Elle témoigne du problème de la prostitution infantile à laquelle elle a été confrontée dans ce pays.

Tony Busselen

Rita Vanobberghen. «L'histoire tragique de Julie et Mélissa est connue de tous. Pas celle de Rosario. Elles n'ont pas grand-chose en commun, Mélissa, Julie et Rosario. Les premières sont originaires de chez nous, Rosario d'un pays du tiers monde. Les premières avaient une famille affectueuse, un foyer, elles allaient à l'école. Rosario connaissait à peine ses parents, avait grandi en rue, n'avait jamais connu les bancs de l'école. Pourtant, ces trois petites filles ont quelque chose en commun : elles sont mortes très jeunes, assassinées par un criminel psychopathe et victimes d'un système injuste. Rosario a grandi à Olongapo, la ville portuaire philippine utilisée par les militaires américains comme lieu de "repos et détente". Dans la rue principale, sex-shop et bars porno se succèdent. Rosario vit et dort dans la rue, avec quelques amis. Pendant la journée, ils mendient ou vendent des bouquets de fleurs aux marins. Le soir, ils dorment dans un entrepôt désaffecté.

C'est loin d'être confortable, mais au moins ils survivent. Et depuis qu'ils ont rencontré Joe, ça va même mieux. De temps en temps, il leur ramène quelque chose du McDonald's. Jusqu'au jour où Rosario ne dit

plus rien, ne veut plus jouer, se retire dans un coin. Elle se plaint, elle a mal au ventre. Au bout de quelque temps, elle ne peut plus marcher et de son petit corps frêle émane une odeur épouvantable. Elle se retire dans son coin et meurt.

Le diagnostic : Rosario est morte de complications dues à des violences sexuelles. Elle n'avait rien osé raconter à personne...

Contre toute attente, Joe a été assigné en justice par la grand-mère de Rosario. Mais l'affaire a été réglée à l'amiable. La grand-mère a reçu une somme d'argent et a retiré sa plainte. Rosario ne valait quand même pas grand-chose, c'était une enfant de la rue.»

Médecine pour le Tiers Monde organise, en collaboration avec ECPAT-Belgique et les groupes Philippines-Belgique, une campagne contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tiers monde.

Rosalinda Duque et Percinita Sanchez témoigneront. Elle travaillent avec *Salinlahi*, une organisation non gouvernementale qui défend les intérêts des enfants. Elles collaborent aussi avec l'organisation de femmes Gabriela. Mr. Gazan directeur du Centre de Recherche-Action en sexo-criminologie prendra la parole au débat à Bruxelles.

• **Bruxelles**



Des victimes des proxénètes...

Mardi 22 octobre, 20 h.
Centre International, boulevard M.Lemonnier 171, Bruxelles.
Organisation : Ligue Anti-Impérialiste.

• **Charleroi/Marcinelle**
Jeudi 17 octobre 19h30. Avec

Colette Moulaert, pédiatre.
Interculture, Av. Zénobe Gramme 57, 1000 Charleroi

Organisation : Médecine pour le Tiers Monde et Médecine pour le Peuple en collaboration avec le CNCD-Charleroi.

Vous voulez soutenir **les projets de Salinlahi** contre la prostitution infantile ? Versez votre soutien sur le compte 001-0451780-30 du Fonds de Soutien Tiers Monde avec la mention "*Salinlahi*". Les dons de 1.000 F et plus bénéficient d'une attestation fiscale.

Francophones et néerlandophones solidaires

Contre les mesures d'austérité dans l'enseignement

Ward Coenegrachts

Trois mille manifestants ont inauguré une nouvelle année de révolte contre les mesures d'austérité dans l'enseignement. Pour la première fois, les organisations francophones et néerlandophones avaient invité les étudiants à manifester côte à côte.

La solidarité était encore plus large, car plusieurs syndicats de l'enseignement, ainsi que la Ligue des familles et la Fapeo (l'association des parents de l'enseignement officiel) avaient soutenu l'appel de la FEF. On a également salué la présence d'une importante délégation de Caterpillar.

La diversité des délégations présentes montre que la solidarité s'est développée ces derniers mois : de nombreux étudiants des hautes écoles, des groupes d'étudiants de toutes les universités du pays, des délégations de plusieurs syndicats de l'enseignement, des ouvriers de Caterpillar, des délégations des associations du secteur social. La détermination était plus grande que jamais. L'application des nouvelles mesures d'austérité dans les écoles supérieures a fait comprendre à de nombreux étudiants ce qu'elles représentent dans la réalité : classes surpeuplées, licenciements de professeurs, minerval jusqu'à 90.000 F, exclusion de 3.500 bisseurs et trisseurs.

Les revendications centrales des manifestants étaient axées sur le retrait du décret Grafé et le refinancement de l'enseignement. Les mesures contre les bisseurs et les trisseurs ont suscité le plus de réactions ces dernières semaines. Des étudiants qui l'année dernière ne se préoccupaient guère des mesures qui allaient frapper l'enseignement, se lancent à présent dans l'action.

Rémy Dumortier, délégué de classe de l'IPSKT (école supérieure de kinésithérapie à Tournai) : «Chez nous, les mesures d'austérité ont de lourdes conséquences : bien que le nombre des étudiants ait considérablement augmenté, on n'a pas engagé de nouveaux enseignants. Résultat : des classes de 65 étudiants, au lieu de 40 à 45 ! Pour les cours pratiques, nous ne sommes plus un ou deux, mais

trois ou quatre autour d'un lit. Comment voulez-vous apprendre votre futur métier dans ces conditions ? Les mesures contre les bisseurs et les trisseurs sont une véritable catastrophe dans notre école. De nombreux étudiants arrivent chez nous après avoir échoué en médecine. S'ils ratent leur année de kiné, une troisième chance leur est refusée. La seule chose qui nous reste à faire, c'est poursuivre les manifestations jusqu'au retrait du décret.»

Un groupe combatif de l'école sociale Cardijn de Louvain-la-Neuve marche en tête. Anne-Pascale Eppe, étudiante de dernière année, nous explique : «Notre école est en grève depuis dix jours. La direction avait déjà brisé une première grève en promettant qu'il n'y aurait aucun licenciement. Mais un enseignant qui prend sa pension n'a pas été remplacé. En outre, deux enseignants qui supervisaient les mémoires des étudiants de dernière année ont été licenciés. Les étudiants qui espéraient bénéficier d'un accompagnement sérieux en sont pour leurs frais. Pour

protester contre cette mesure, le syndicat a appelé les enseignants à faire grève. Les étudiants s'y sont associés.» L'école Cardijn est un exemple pour tous ceux qui rejettent de manière conséquente le démantèlement de l'enseignement.

La mobilisation de milliers de manifestants après quelques mois de repli est un véritable succès. Mais les médias bourgeois ont clamé à l'unanimité «3.000 personnes : un échec». Leur but est de décourager et de briser le mouvement. La bourgeoisie est très consciente du danger qui émane du mouvement de l'enseignement. A l'heure où le gouvernement impose de nouvelles mesures dramatiques, il pourrait mettre le feu aux poudres.

Derrière le groupe de l'école Cardijn, des étudiants portent un calicot de l'association des étudiants flamands VVS : «Vlaamse studenten solidair». Appuyés par des délégations de Gand, Bruxelles, Anvers et Louvain, les étudiants néerlandophones montrent que les mesures d'austérité frappent l'enseignement au-delà

de la frontière linguistique. Une mobilisation commune est donc nécessaire. Deux ans après le vote du décret visant l'enseignement supérieur en Flandre (HOBV), les écoles supérieures de Turnhout et de Lierre sont fermées. En Flandre, on voit déjà à quoi mènera le décret Grafé appliqué dans l'enseignement francophone.

Vincent Margrève, responsable du conseil des étudiants de l'Institut Sainte-Marie (à présent fusionné dans l'école supérieure HEMES) raconte : «Dans notre école, l'encadrement est un véritable scandale. Trois profs ont été licenciés. D'autres perdent un certain nombre d'heures. Au total, ce sont huit plein-temps qui disparaissent. Et ce n'est pas tout. Un minerval supplémentaire de 30.000 à 40.000 F est exigé de ceux qui veulent bisser ou trisser une année, parce que la haute école ne touche plus de subsides pour eux. Seuls les plus riches bénéficient donc d'une seconde chance. Le moment est venu de montrer à Grafé qu'il ne nous mènera pas par le bout du nez.»

Namur-Hoboken, même planète !

Les travailleurs ont partout les mêmes problèmes, le même ennemi

Les sections du PTB d'Anvers et de Namur se sont rencontrées lors d'une chaleureuse journée de fraternisation le 5 octobre. Thierry Warmoes, porte-parole du PTB à Namur, a reçu des applaudissements nourris des camarades d'Anvers pour son ferme discours contre le nationalisme. En voici quelques extraits.

Thierry Warmoes

«Les Flamands et les Wallons se situent aujourd'hui, dans l'analyse de bien des problèmes, sur des planètes différentes», a déclaré le bourgmestre socialiste de Namur, Jean-Louis Close, aux Fêtes de Wallonie le 14 septembre.

Pour le PS, comme pour les autres politiciens bourgeois, le nationalisme est une manière de détourner l'attention non seulement des affaires qui secouent le pays, mais aussi des mesures budgétaires du gouvernement.

Mais il se trompe lourdement : le peuple, les travailleurs flamands et wallons, ne sont pas dupes. 88 % des personnes interrogées lors de notre référendum des travailleurs rejettent la haine nationaliste et sont pour l'unité de la Belgique. Nous ne sommes pas peu fiers que le pourcentage le plus élevé a été

obtenu à Namur (94 %). Les Namurois seraient donc les plus antinationalistes parmi les Belges ! Il faut souligner que contrairement au cliché répandu — et particulièrement parmi certains milieux syndicaux — les travailleurs flamands ne sont pas plus atteints par la fièvre nationaliste (87-89 %).

Non, Monsieur Close, les travailleurs flamands et wallons se situent, dans l'analyse de bien des problèmes, exactement sur la même longueur d'onde : ils veulent toute la clarté sur les affaires qui secouent le pays, ils veulent un emploi, un salaire, des conditions de travail et une pension décentes, ils veulent que soit mis fin à leurs souffrances et à celles de leurs enfants; ils veulent un avenir pour leurs enfants et ils veulent pour cela faire payer les riches et les patrons.

Le succès de cette journée de



Thierry Waermoes accueille les Anversoises au bord de la Meuse : 88 % des personnes interrogées dans le cadre du référendum du PTB rejettent la haine nationaliste.

jumelage entre Namur et Hoboken démontre l'unité d'action entre les travailleurs du Nord et du Sud du pays.

Par contre, on peut constater que,

dans l'analyse de bien des problèmes, les politiciens bourgeois (socialistes, libéraux, sociaux-chrétiens et autres) et les travailleurs se situent bel et bien sur

une planète différente.

Parce qu'ils appartiennent à des classes différentes. Les politiciens bourgeois sont les fidèles serviteurs de la classe capitaliste.

La province la plus "riche" rencontre la plus "pauvre"...

Journée de fraternisation entre Hoboken et Namur

Ludo Fonteyne

Une matinée pluvieuse, ce samedi 5 octobre. Mais le temps maussade n'a pas entamé l'enthousiasme de la quarantaine de personnes de Hoboken qui s'étaient rendues à Namur pour une journée de fraternisation. Un énorme calicot de plusieurs mètres accueillait les invités flamands devant le local du PTB à Namur-Champion.

Dans le petit local récemment aménagé, le groupe est reçu par Thierry Warmoes et ses collaborateurs.

Durant la tournée dans la ville de Namur, le guide attire surtout l'attention sur les gaspillages qu'entraîne la fédéralisation. Il montre du doigt les bâtiments gouvernementaux qui ont coûté des milliards. "Cher et inutile" commentait un graffiti. Ces dépenses contrastent avec le nombre élevé des chômeurs et des entreprises faillies ces dernières années. Namur est l'une des provinces les plus pauvres du pays.

Au cœur de Namur, siège le fameux site du Grognon. Le Parti Socialiste et les autres grands partis voulaient y construire le parlement sur le "plus beau site de Wallonie", alors qu'il n'y a pas d'argent pour les enseignants et pour l'enseignement.

Thierry explique que PTB a distribué 20.000 tracts en dix jours contre ce projet, soumis à une consultation populaire. Cette action a contribué à convaincre la population de rejeter radicalement



Entre Anversoises et Namuroises, on parle finalement la même langue : celle des travailleurs !

ce projet mégalomane.

Après le repas, nous participons à une sobre commémoration de deux communistes namuroises, Félicie Mertens (décédée en 1994) et André Martin (décédé en 1996).

Ensuite, le groupe se divise. Une partie visite la région industrielle de la Basse-Sambre, où le capitaliste

me frappe durement : des neuf usines verrières, trois seulement ont survécu, parmi lesquelles Glaverbel et Saint-Roch, où 70 licenciements ont été annoncés la semaine dernière.

Le même scénario prévaut à l'usine chimique de Solvay, ce grand patron avec qui le socialiste

bourgeois Emile Vandervelde s'entendait si bien. Au début du siècle, le sénateur libéral demandait que l'Etat investisse dans les usines, ce qu'il appelait "la socialisation libre" ou l'interpénétration de l'Etat et de l'entreprise privée. Marx, dont les idées jouissaient de la plus haute estime

dans le mouvement socialiste, avait toujours exigé l'expropriation par la révolution. Le socialiste Vandervelde, qui choisissait le camp de Solvay, faisait croire aux ouvriers que cela reviendrait en fait au même. Mais 96 ans plus tard, nous voyons que la loi du bénéfice domine toujours.

Aujourd'hui, la loi du bénéfice maximum provoque, chez Solvay aussi, restructurations et délocalisations vers les pays à bas salaires. Le personnel a été réduit de moitié, jusqu'à 1.100 (cette semaine, 70 emplois ont encore été supprimés).

Le deuxième groupe a choisi de se détendre par une partie de pétanque. Hoboken ne peut se mesurer à la puissante équipe de Namur. Résultat : 15 - 0 pour les Namuroises ! Hoboken devra encore s'entraîner pour l'année prochaine, lorsque les Namuroises iront à Hoboken.

Le soir, après un repas délicieux, on fait connaissance. Rita Reyniers, du PTB-Anvers, remercie Namur et remet une somme de 10.000 F. Enfin, les "Petites mains anversoises" et Roger avec son accordéon mettent les cœurs en fête.

Domage, à 22 heures il faut prendre le chemin de retour. Cette journée instructive a marqué la solidarité entre "la province la plus riche" et la "province la plus pauvre" de Belgique. Les camarades avaient soigné le programme dans tous les détails.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Hommage

A toi Lumumba Patrice
Héros national
A toi Lumumba Patrice
Grand patriote
A toi Lumumba Patrice
Martyr de l'indépendance
Martyr de notre indépendance
Hommage à toi
Toi qui refusas la comédie royale
D'une colonisation pacifique
Et d'une indépendance octroyée
Hommage à toi
Toi qui par ton discours
Remis les pendules à l'heure de
la vérité
La vérité d'une colonisation
odieuse
Et d'une indépendance conquise
Par la lutte héroïque du peuple
congolais
Hommage à toi
Toi qui as vécu et qui es mort
Pour que vivent l'indépendance
et l'unité nationale
Nous te saluons
Hommage à toi

Guy Kanza
Afrique du Sud

Actions ou show politique ?

Le jeudi 26 septembre, on a permis aux militants syndicaux de mener une "action d'avertissement au gouvernement". Il est bon de mener une action pour défendre la Sécurité sociale et l'emploi. De même, il est bon de commencer ces actions avant la publication des plans gouvernementaux et d'assurer qu'elles font partie d'un plan d'ensemble, menant à des actions plus larges et plus dures.

Mais nous sommes un certain nombre d'affiliés à craindre qu'il y ait, dans nos syndicats, des forces désireuses de transformer ces actions en show politique. Nous

savons quand même depuis des mois ce que le gouvernement préparait. Pourquoi n'avons-nous été mobilisés qu'un jour ou deux à l'avance ? Pourquoi la mobilisation était-elle si restreinte ? A-t-on peur d'un large mouvement de grève ?

Certains dans les syndicats font pression pour "arrondir les angles" du plan gouvernemental, tout en laissant passer les mesures les plus importantes (en accord avec les PSC-CVP et PS-SP ?). Cette tactique consiste à refuser qu'on touche aux accidents de travail et aux allocations familiales, mais à se taire sur la norme salariale, les impôts supplémentaires pour le peuple et les cadeaux extra pour les riches. Cela en échange de quelques promesses creuses sur l'emploi. Désignera-t-on ces actions comme un "succès" si seules les mesures les plus voyantes disparaissent ? Crierait-on victoire en levant le camp, afin de protéger le CVP-PSC, le PS-SP et la FEB ? Non, ce n'est pas à nous mais aux riches de payer le déficit budgétaire, les normes de Maas-tricht et l'emploi. Démarrons donc des actions et des grèves contre ce nouveau plan global.

Un syndicaliste inquiet
Campine

SNCB : accord caduc

Les 17 et 18 décembre 95, les cheminots débrayaient suite à la mise sur pied d'un nouveau plan de restructuration à la SNCB. Bien vite, pressés par leurs amis socialistes, nos dirigeants syndicaux stoppaient cette action sur la promesse d'un protocole présenté aux cheminots comme un "accord historique".

Accord historique ! En effet, ne devait-on pas passer aux 37 heures dès 97, puis aux 36 heures en 99, soit deux fois 6,5 jours de congé supplémentaires. Ne devait-on pas accorder des préretraites dès 55 ans, voire même des préretraites à mi-temps (avec un complément d'allocation alléchant) dès 50 ans. Ne devait-on

pas aussi pouvoir choisir la semaine des 32 heures (avec une légère perte salariale) et obtenir bien d'autres artifices : prime de départ, interruption de carrière subsidiée, etc. Et, miracle, un véritable plan de financement sortait au même moment du chapeau de magicien de nos gouvernants, calmant ainsi les esprits (la révolte ne grondait-elle pas en France ?).

Bien sûr, nos dirigeants syndicaux nous expliquèrent que quelques petits sacrifices étaient nécessaires. Ne sommes-nous pas en période de crise ? Allons ! A peine 7.500 emplois perdus, un peu plus de mobilité et de flexibilité, et seulement 1,65 % en moins sur les salaires. Après d'après débats souvent tronqués, le protocole est présenté avec un bel emballage rose (bien sûr) et avalisé par le Congrès. Suivirent alors quelques soubresauts de la CSC, plutôt sur des questions de principes. La sous-commission paritaire nationale, sous la haute vigilance de nos dirigeants syndicaux, devait surveiller l'application de cet accord historique. Qu'en est-il aujourd'hui ? La perte salariale de 1,65 % a été appliquée dès le mois suivant l'accord. Pour les préretraites, un tri préalable a eu lieu. Seules les catégories dont la SNCB voulait se défaire y eurent droit immédiatement. Idem pour les 32 heures : alors qu'il n'y avait au départ aucune restriction, des catégories entières d'agents en sont exclues pour "raisons impérieuses de service".

Se consolera-t-on avec les 37 heures, puis les 36 heures, soit 13 jours de congé supplémentaires ? Non ! Ne prononcez le mot "congé" mais dites "jours de crédits". Ceux-ci, précise le projet d'avis, devront être pris en heures et, si des raisons impérieuses de services l'exigent, pourront être postposés aux années suivantes, voire être accordés au moment du départ à la pension. L'accord ne pouvant être respecté en tout ou en partie pour une large majorité de cheminots, le remboursement des 1,65 % s'impose, ainsi que le maintien du cadre. Inexorablement, on se rapproche des 35.000, voire des

30.000 agents. Pourquoi la direction, Schouppe en tête, n'en fait-elle pas acte dans la presse ? Et qu'en pensent nos dirigeants syndicaux ?

Un cheminot

Faire éclater la vérité

Je trouve très bien le combat que veulent mener les médecins de Médecine pour le Peuple aux côtés des parents des victimes et des enfants disparus. C'est grâce à des gens comme vous qu'il y aura toujours une petite lueur d'espoir pour continuer à faire bouger les choses. Il est déplorable de constater qu'il n'existe pas plus de médecins dont le souci principal est le service et la défense du peuple et ses enfants, plutôt que l'argent. Vous n'avez pas froid aux yeux et aimeriez faire éclater la vérité au grand jour. Mais vous laissera-t-on faire si vous allez trop loin ? Battez-vous mais restez prudents ! Continuez vos actions qui nous prouvent à nous, gens du peuple, que vous n'êtes pas des "machines programmées", mais des êtres humains. Bravo à vous.

P. R.
Seraing

Un livre d'espoir

Pendant l'été, j'ai lu le livre "L'URSS et la contre-révolution de velours". Une analyse claire de 35 années de révisionnisme et de l'éclatement du camp socialiste. Je suis issu du PC. Celui-ci ne m'a jamais aidé à faire une analyse marxiste des événements dramatiques de 1989. Le PC a partagé l'analyse des réformistes sur ces événements. Cela a également eu des conséquences au sein du parti. Après 1992, je l'ai quitté. C'était une situation bizarre : le PC voulait encore conserver le nom de parti, mais il ne voulait plus être un parti. Allez donc comprendre. Une telle attitude n'est défendable devant

aucun ouvrier droit dans ses bottes. Après 1992, j'étais un communiste sans parti, un peu comme une maison sans toit. Heureusement, en tant que travailleur et dans le quartier populaire anversois que j'habite, je vois chaque jour les ravages provoqués par le capitalisme. Le nombre des sans-abri et de ceux qui font la file pour une ration alimentaire ne cesse d'augmenter. Des familles entières plongent dans la misère et le désespoir suite au démantèlement de la Sécurité sociale et aux exclusions des chômeurs de longue durée.

Ces expériences démontrent toujours plus clairement la nécessité de lutter pour une société socialiste. J'ai visité à maintes reprises la République démocratique allemande. J'y ai été témoin d'une société sans chômage, où n'existaient ni sans-abri, ni racisme. J'y ai vu concrètement que le socialisme fonctionne. Quelle différence par rapport à une ville comme Anvers en 1996 !

Après 1992, j'ai consacré des années à la recherche et à la réflexion dans ma chambre de travail. J'étais un sans-abri politique et j'ai pris froid. Heureusement, j'ai conservé mes contacts avec les habitants du quartier. J'ai beaucoup discuté de la semaine de 32 heures, des mesures d'exclusion contre les chômeurs. Je leur disais que l'exclusion sociale n'est pas une catastrophe de la nature. La lecture du livre "L'URSS et la contre-révolution de velours" m'a rendu confiance en l'avenir. Le brouillard s'est dissipé. Nous, communistes, devons trouver une pratique et un langage communs. Pendant vingt ans, le dialogue entre nous a été quasi impossible. Aujourd'hui, les communistes doivent serrer les rangs. Ce livre, ainsi que le nouveau style de travail du PTB m'ont renforcé. Cet été, j'ai joint l'acte à la parole et à la réflexion en prenant contact avec le PTB à Hoboken. Le soleil brille à nouveau dans mon cœur. J'espère que d'autres liront comme moi cet ouvrage.

F. V.
Anvers

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Beringen : apartheid dans les logements sociaux

Rien ne change sur le terrain malgré les fermes propos du ministre Peeters

Objectif 479.917 a déposé plainte, début juillet, au parquet d'Hasselt contre la société immobilière cantonale de Beringen (KBM). L'organisation dénonce l'existence de deux questionnaires, l'un pour Belges et l'autre pour non-Belges, comme raciste et illégale. Le ministre flamand du Logement Leo Peeters a réagi en termes fermes, mais ses propres instances protègent le racisme de la KBM.

Rosa Lievens

Leo Peeters, ministre flamand du Logement, a confirmé fin septembre qu'il est interdit d'utiliser des listes d'inscription en fonction de la nationalité et que la nationalité d'un candidat ne peut pas entrer en ligne de compte pour l'attribution d'un logement social.

C'est pourquoi Peeters a demandé à la Société flamande du logement, la VHM, d'expliquer à la KBM et aux autres sociétés de logement que ces pratiques sont interdites. Il a même menacé de démettre ses administrateurs et de retirer leur agrégation comme sociétés de logement.

A la suite de la plainte contre la KBM, Objectif 479.917 et le Syndicat des locataires de Genk ont reçu, le 29 juillet, une lettre de la Société flamande du logement. On pouvait y lire : « Contrairement à votre opinion, j'estime que l'article 5§5 n'interdit pas de tenir des données relatives aux attributions par nationalité. L'énuméra-

tion de cet article n'est du reste pas limitative. » Ce fameux article mentionne des critères comme la catégorie de revenus et la taille de la famille. Selon la VHM, la nationalité peut aussi figurer dans la liste.

Le ministre Peeters devra donc remettre de l'ordre dans ses propres instances publiques et de contrôle, et particulièrement à la VHM, qui ne veut nullement mettre des limites aux pratiques de la société cantonale. Au contraire, elle l'approuve.

Ces discriminations montrent à quel point il est important pour les immigrés d'obtenir la nationalité belge. C'est pourquoi il est absolument nécessaire que la proposition de loi Harnie-Objectif devienne loi. Ce projet de loi prévoit que la nationalité belge soit attribuée automatiquement après cinq ans de séjour légal dans notre pays.

A ce jour, quinze personnes ont déposé plainte auprès du tribunal d'Hasselt contre la KBM. Pour



Quinze personnes ont porté plainte contre la société immobilière cantonale de Beringen. Pour couvrir les frais du procès, Objectif a organisé un repas. Une équipe de cuisiniers d'origine turque a cuisiné pour 160 personnes.

payer les frais du procès, Objectif 479.917-Limbourg a organisé, le

dimanche 6 octobre, un repas de soutien. Ce repas pour 160 person-

nes a été préparé par une équipe de cuisiniers d'origine turque.

«En Turquie on tue avec des fusils, ici avec un crayon»

Mobilisation pour les réfugiés privés de l'aide du CPAS à Charleroi

Myriam De Ly

Au Centre d'Immigration à Charleroi, diverses associations se sont rencontrées pour organiser la défense des familles de réfugiés privées d'aide sociale.

«En Turquie on tue avec des fusils, en Belgique on tue avec un crayon», me confie un réfugié. D'un trait de crayon, les autorités donnent en effet l'ordre de quitter le territoire, suppriment l'aide du

CPAS, les allocations familiales, l'aide médicale. De plus en plus de familles se retrouvent ainsi complètement démunies. Elles survivent péniblement, souvent grâce à l'aide d'autres réfugiés. Étaient présentes à cette rencontre : trois familles de Fleurus, Courcelles et Chatelineau, privées d'aide du CPAS.

Des initiatives intéressantes ont été prises. Des comités de soutien

aux familles vont être mis sur pied dans leurs communes respectives. Plusieurs personnes de Fleurus, indignées par le sort d'une famille kurde qui a été emprisonnée à Steenokkerzeel, ont convenu de se revoir. La famille va dresser une liste de ses besoins immédiats et les associations de Fleurus essaieront d'y répondre. Elles recherchent une personnalité de la commune qui pourrait officiellement parrainer cette famille.

Appel de Frontières Ouvertes

D'autres communes vont suivre cet exemple. Les associations préparent une conférence de presse pour expliquer à l'ensemble de la population comment notre "démocratie" traite les réfugiés.

Vous connaissez dans votre com-

mune une famille de réfugiés privée d'aide sociale ? Prenez contact avec le secrétariat de Frontières Ouvertes. Vous pourrez ainsi bénéficier de leurs conseils et peut-être former un comité de soutien dans votre commune.

Adresse de contact :
Frontières Ouvertes
Chaussée de Haecht, 276,
1030 Bruxelles.
Tél. : 02/245.84.11.

Une famille iranienne avec trois enfants expulsée à Louvain

Peter Vanderleyden

La famille Abedi, d'origine iranienne et vivant à Louvain, a reçu un ordre de quitter le pays le 2 octobre dernier. Les trois enfants, âgés de 14 à 18 ans, fréquentent l'école : Moein et Merdat l'école technique et Sara, l'école des Minimes. La famille a fui l'Iran en 1992. A leur

arrivée en Belgique, elle a demandé l'asile politique. Le grand-père Abedi, ainsi que les tantes et l'oncle, ont obtenu le statut de réfugié. La famille a déménagé fin 1994 et s'est installée dans un logement social à St.-Maartensdal. Une lettre de convocation de la Commission permanente de recours s'est alors égarée et le dossier a été clôturé. Les

parents ne sont pas reconnus comme réfugiés.

Deux mille personnes ont signé une pétition durant l'été, demandant que la famille puisse rester en Belgique. Les autorités ont multiplié les promesses, mais quand la population a été rassurée, les autorités ont frappé : la famille doit quitter le pays. Dans le quartier et

dans les écoles, les gens sont choqués. Une vingtaine de jeunes ont fabriqué des calicots mercredi dernier pour exiger que la famille reste. Les gens sont venus spontanément demander un calicot pour l'accrocher à leur balcon. Jeudi, un comité de quartier s'est constitué avec plus de quarante personnes. Une pétition, une affiche et des

cartes de soutien seront diffusées dans le quartier et dans les écoles. Le jeudi 16 octobre, le comité organise une marche aux flambeaux qui partira à 19 heures de St-Maartensdal (près de la Minckelersstraat).

Leur message est simple : tous les hommes sont égaux et doivent être traités sans discrimination.